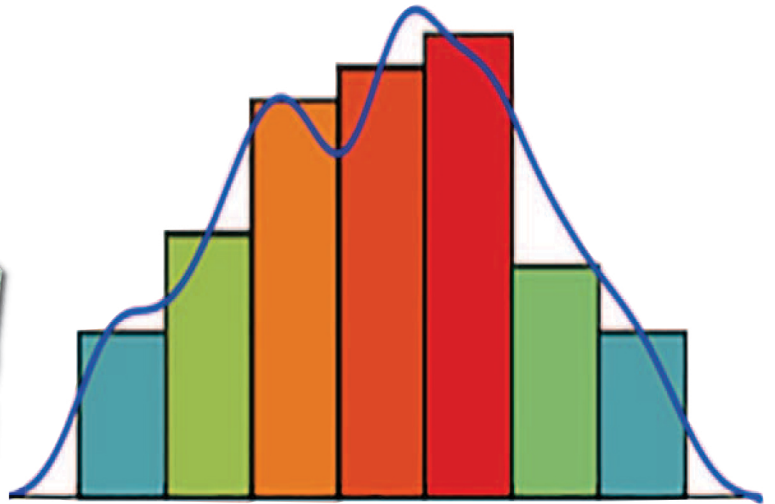




Note de Conjoncture Economique

N° 56, octobre 2024

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTRE DES FINANCES



2^{ème} TRIMESTRE 2024

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE **DU DEUXIEME TRIMESTRE 2024**

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	9
SECTEUR REEL	13
SECTEUR EXTERIEUR.....	19
FINANCES PUBLIQUES	27
SITUATION MONETAIRE.....	33
SECTEUR BANCAIRE.....	36
INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES.....	40
COMITE DE REDACTION	44

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l’Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DP : Division de la Prévision

DGD : Direction Générale des Douanes

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

lb : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

PIB : Produit Intérieur Brut

PNT : Position Nette du Trésor

PNG : Position Nette du Gouvernement

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au deuxième trimestre 2024, la conjoncture internationale a été marquée par des évolutions contrastées du PIB réel dans les diverses économies et une inflation contenue dans la plupart des régions du monde. Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance économique est estimée à 0,7% après 0,8% au trimestre précédent. Dans les pays émergents et pays en développement, l'on a enregistré un ralentissement en Chine (+0,5% après +1,5% au premier trimestre) et en Inde (+1,3% après +1,7%) et un regain d'activité en Afrique du Sud (+0,4 % contre -0,1% au trimestre précédent).

Sur l'ensemble de l'année 2024, et selon le FMI (octobre 2024), la croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,2% en 2024 après 3,3% en 2023. La croissance s'établirait à 1,8% en 2024 après 1,7% en 2023 dans le groupe des pays avancés et de 4,2% après 4,4% dans le groupe des pays émergents et des pays en développement. En Afrique subsaharienne, elle s'établirait à 3,6% en 2024 comme en 2023.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait décélérer pour s'établir à 5,8% en 2024 après 6,7% en 2023. La désinflation serait plus rapide dans les économies avancées (avec un taux d'inflation de 2,2% après 3,1% en 2023) que dans le groupe des pays émergents et en développement (7,9% après 8,1%).

Concernant les **cours des matières premières**, l'indice des cours des matières premières exportées par le Cameroun, croît de 10,1% au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, résultant de l'augmentation de 2,6% des prix des produits énergétiques et de 13,7% des prix des produits non énergétiques. Le cours moyen du pétrole brut passe de 83,0 \$ à 84,6 \$ le baril tandis que celui du gaz naturel liquéfié s'est situé à 10,0 \$ par million de BTU après 8,7 \$ au premier trimestre 2024.

Sur le marché de change, le franc CFA se déprécie vis-à-vis du dollar américain (+0,8%), de la Livre sterling (+0,3%), du Rand Sud-africain (+2,6%) et du Yuan chinois (+0,1%). En revanche, il s'apprécie vis-à-vis du Naira (-7%) et du Yen japonais (-3,8%). En glissement annuel, on note une dépréciation du franc CFA vis-à-vis du Dollar américain (+1,1%), de la Livre sterling (+1,9%), du Rand Sud-africain

Situation de l'économie nationale

Secteur réel

L'économie nationale reste marquée par la hausse du coût des intrants agricoles et de celui du carburant à la pompe avec ses effets d'entraînement dans les autres secteurs. Dans ces conditions, le chiffre d'affaire des entreprises recule de 2,2% par rapport au premier trimestre. La masse salariale et les effectifs baissent respectivement de 1,8% et de 2,2%. Sur les six premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global des entreprises croît de 1,3%. Pour l'ensemble de l'année 2024, les chefs d'entreprises indiquent que le chiffre d'affaires progresserait de 8,2% par rapport à 2023.

Tenant compte de ces évolutions et des développements de l'environnement économique international, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,8% en 2024 après 3,2% en 2023. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des activités dans le secteur non pétrolier dont la croissance est estimée à 4,1% après 3,6% en 2023. Par contre, le secteur pétrolier devrait connaître une contraction de 2,6% après celle de 2,1% enregistrée en 2023, en raison de la baisse de la production pétrolière et gazière.

Prix

S'agissant des prix, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmentent de 1,7% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement tirée par celle des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,4%) et des coûts des transports (+4,8%). Les prix sont restés quasi stables pour les services d'« enseignement », de « santé », de « communication » et de « loisirs et culture ». Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, l'inflation est de 4,7%. Sur l'ensemble de l'année 2024, elle est estimée à 5,0% après 7,4% en 2023.

Secteur extérieur

Au deuxième trimestre 2024 et en glissement annuel, le déficit du compte courant s'aggrave de 109,4 milliards pour se situer à 592,6 milliards, avec le creusement de 77 milliards du déficit des services et la réduction de 52,2 milliards de l'excédent des revenus secondaires. Par contre, les déficits de biens et des revenus primaires se réduisent respectivement de 17,5 milliards et 2,3 milliards.

Les financements extérieurs nets diminuent de 103,5 milliards. Cette situation est la résultante d'une baisse des financements extérieurs nets de l'Administration publique (-24,6 milliards) et des banques créatrices de monnaie (-132,0 milliards) et de la hausse des financements extérieurs nets du secteur privé non bancaire (+53,1 milliards).

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2024 est excédentaire de 10,0 milliards après un déficit de 114,6 milliards au trimestre précédent et un excédent de 239,2 milliards au deuxième trimestre 2023.

Finances publiques

Au deuxième trimestre 2024, les recettes internes recouvrées diminuent de 0,8% par rapport au deuxième trimestre 2023 et se chiffrent à 1 150,9 milliards dont 969,3 milliards de recettes non pétrolières. Les emprunts et dons mobilisés à hauteur de 247 milliards, sont en hausse de 3,2 milliards en rythme annuel. Ils sont constitués de 87,1 milliards de prêts projets ; 5,8 milliards de dons ; 26,2 milliards d'appuis budgétaires ; 107,5 milliards d'émissions de titres publics nets ; et 20,3 milliards d'autres emprunts.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 1 399,1 milliards, en diminution de 26,3% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 780,8 milliards, en baisse de 31%. Les dépenses d'investissement régressent de 28,9% au deuxième trimestre 2024 et en glissement annuel pour s'établir à 215,3 milliards. Le service de la dette publique est de 323,6 milliards, en diminution de 86,2 milliards.

Au terme du premier semestre 2024, les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 2 358,4 milliards, en baisse de 0,8% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse s'observe sur les recettes pétrolières et les recettes non fiscales. Les emprunts et dons diminuent également de 18,9% pour s'établir à 543,3 milliards. Cette diminution s'observe sur les tirages au titre des prêts projets (-160 milliards) ; les dons (-34,9 milliards) ; les appuis budgétaires (-19,7 milliards) et ; les émissions de titres publics nets (-26,6 milliards). A l'inverse, l'on note une hausse de 114,7 milliards des tirages sur les autres emprunts.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 3 058,6 milliards contre 3 349,8 milliards au cours de la même période en 2023. Les dépenses courantes hors intérêts régressent de 220,4 milliards et se situent à 1 498,3 milliards dont 712,9 milliards de dépenses de personnel. Les dépenses d'investissement sont en hausse de 67 milliards et se chiffrent à 552,9 milliards dont 350,6 milliards de dépenses d'investissement sur financements extérieurs. Le service effectif de la dette publique diminue de 180 milliards pour se chiffrer à 868,1 milliards dont 420,5 milliards de dette extérieure.

Situation monétaire

A fin juin 2024, et par rapport à fin mars 2024, les avoirs extérieurs diminuent de 1% pour s'établir à 2 744,8 milliards tandis que le crédit intérieur augmente de 0,4% pour se situer à 7 789,1 milliards. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire (M2) croît de 0,5% pour s'établir à 8 779,0 milliards. Elle est composée de 19,7% de monnaie fiduciaire ; 48,0% de monnaie scripturale et 32,3% de quasi-monnaie. En glissement annuel, la masse monétaire progresse de 9,0%, résultante d'une hausse de 12,6% du crédit intérieur et d'une baisse de 6,1% des avoirs extérieurs nets.

Secteur bancaire

A fin juin 2024 et par rapport à fin mars 2024, l'activité du secteur bancaire se caractérise par une hausse des *dépôts* de la clientèle (+3,3%) et de *l'encours des crédits* (+3,9%). Ces deux agrégats se chiffrent respectivement à 7927,7 milliards et 5606,7 milliards. En glissement annuel, les dépôts progressent de 9,3%.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Environnement économique international

Au deuxième trimestre 2024, la conjoncture internationale a été marquée par des évolutions contrastées du PIB réel dans les diverses économies et une inflation contenue dans la plupart des régions du monde. Dans le groupe des économies avancées, et selon l'OCDE, la croissance économique est estimée à 0,7% après 0,8% au trimestre précédent.

Aux Etats-Unis, elle s'accélère à 0,7% après 0,4% au premier trimestre, du fait principalement de la hausse de la consommation privée. Dans la zone euro, la croissance décélère à 0,2% après 0,3% au premier trimestre. Ce ralentissement s'observe dans les principales économies de cette zone. En France, la croissance ralentit à 0,2% après 0,3%, résultante d'une part, d'un repli de la valeur ajoutée dans l'agriculture (-1,3%), l'industrie manufacturière (-1,1%) et la construction (-1,0%) et d'autre part, d'une hausse d'activité dans l'énergie (+3,2%), les services marchands (+0,5%) et les services non marchands (+0,3%). Une décelération de la croissance est également observée en Italie (+0,2% après +0,3%) et en Espagne (+0,8% après +0,9%). Par contre, en Allemagne, le PIB se contracte (-0,1% contre +0,2%), en lien avec la baisse des investissements en machines et équipements et dans la construction. Au Royaume-Uni, l'activité économique croît de 0,6% après 0,7% au premier trimestre. Cette évolution est la résultante de l'augmentation des investissements (+2%) et de la baisse des dépenses privées (-0,4%) et publiques (-0,5%). Au Japon, l'économie connaît une reprise, avec une croissance estimée à 0,7% contre -0,6% au premier trimestre, en lien principalement avec la bonne tenue de la consommation privée (+1,0 % contre -0,6% au trimestre précédent) et de l'investissement résidentiel (+1,6%).

Dans les pays émergents et pays en développement, les évolutions sont contrastées. La croissance ralentit en Chine (+0,5% après +1,5% au premier trimestre), est en lien avec la crise qui plombe le secteur de l'immobilier. L'activité économique bute également sur une confiance morose des ménages et des entreprises dans un contexte d'incertitudes, ce qui pénalise la consommation. Un ralentissement est aussi observé en Inde (+1,3% après +1,7%). En Afrique du Sud, l'économie renoue avec une croissance positive (+0,4 % contre -0,1% au trimestre précédent). Les secteurs de la finance, de l'industrie manufacturière, du commerce et de l'approvisionnement en électricité, gaz et eau ont été à l'origine de la majeure partie de cette dynamique. Du côté de la demande, la consommation des ménages, la consommation des administrations publiques et l'accumulation des stocks ont contribué favorablement à la croissance.

Sur l'ensemble de l'année 2024, et selon le FMI (octobre 2024), la croissance de l'économie mondiale devrait légèrement ralentir, passant de 3,3% en 2023 à 3,2% en 2024, avec cependant des contrastes entre les groupes. Dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance économique s'établirait à 1,8% en 2024 après 1,7% en 2023. Dans la zone euro et au Royaume-Uni, la croissance devrait s'accélérer, passant respectivement de 0,4% et 0,3% en 2023 à 0,8% et 1,1% en 2024. A contrario, aux Etats-Unis et au Japon, l'on enregistrerait des décelérations, avec des taux passant respectivement de 2,9% et 1,7% en 2023 à 2,8% et 1,3% en 2024.

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance est prévue à 4,2% en 2024 après 4,4% en 2023, avec des évolutions moins homogènes entre les principaux pays : 4,8% après 5,2% en 2023 en Chine ; 7,0% après 8,2% en Inde ; 3,0% après 2,9% au Brésil ; 3,6% après 3,6% en Russie. En Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 3,6% en 2024 comme en 2023. En particulier, elle se situerait à 2,9% comme en 2023 au Nigéria ; 1,1% après 0,7% en Afrique du Sud et 3,3% après 2,3% dans la zone CEMAC.

S'agissant des prix, l'inflation globale devrait régresser, malgré la persistance des obstacles sur la voie de sa stabilité. Elle passerait d'une moyenne de 6,2% en 2023 à 5,3% en 2024. Dans le groupe des économies avancées, l'inflation devrait fléchir en 2024 passant de 3,1% en 2023 à 2,3%. L'inflation y serait entretenue par la hausse persistante des prix des services et des cours des produits de base. L'inflation dans le groupe des pays émergents et pays en développement devrait décélérer mais rester élevée, passant de 8,1% en 2023 à 7,9% en 2024, en raison principalement du resserrement monétaire et du contrôle des prix pratiqué dans ces pays.

Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2024 et comparativement au trimestre précédent, l'indice global des cours des matières premières exportées par le Cameroun (ICMPE) a enregistré une augmentation de 10,1%. Cependant, les évolutions sont contrastées suivant les produits.

Produits énergétiques

Au deuxième trimestre 2024, les prix des produits énergétiques progressent de 2,6% par rapport au premier trimestre, consécutivement à la hausse des cours du pétrole (+1,9%) et du gaz naturel liquéfié (+15,0%), dans un contexte de risque élevé de perturbation du marché, du fait de la crise au Moyen-Orient. Le prix du pétrole brut est passé ainsi de 83,0 \$ à 84,6 \$ le baril, tandis que celui du gaz naturel liquéfié s'est situé à 10,0 \$ par million de BTU après 8,7 \$ au premier trimestre 2024.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au cours du deuxième trimestre 2024, les prix des principaux produits agricoles exportés par le Cameroun ont connu une hausse globale de 48,6%. Cette hausse est principalement tirée par celle des prix du cacao (+49,7%), du café (+20,2%) et du caoutchouc (+7,0%). Le prix du cacao passe de 5,8 \$ à 8,7 \$ le kg, en raison notamment de la baisse de l'offre mondiale, due aux conditions climatiques défavorables ayant affecté la production des deux plus gros producteurs mondiaux (Côte d'Ivoire et Ghana).

Les cours du café augmentent de 20,2% pour s'établir 4,6 \$/kg, en raison de la diminution de l'offre mondiale, notamment au Brésil (un des principaux producteurs mondiaux) où une sécheresse extrême a provoqué de nombreux incendies. De plus, la production de café Robusta a enregistré un recul au Vietnam (principal pays producteur de cette variété), touché par des vagues de chaleur et des pénuries d'eau. En glissement annuel, les cours du café progressent de 34,3%.

Les cours du caoutchouc augmentent de 7% pour se situer à 1,7 \$/kg. Cette hausse est attribuable : (i) aux inondations majeures en Thaïlande, l'un des principaux producteurs de caoutchouc naturel, qui ont gravement endommagé les plantations d'hévéas, réduisant ainsi l'offre ; (ii) à la demande croissante des secteurs de l'automobile, de la construction et de l'industrie pharmaceutique, qui exerce une pression supplémentaire sur les prix ; (iii) aux spéculations sur les marchés qui ont également contribué à la hausse des prix. En glissement annuel, les cours du caoutchouc ont augmenté de 25,4%.

A l'inverse, des baisses de prix ont été observées sur les marchés de la banane, du sucre et du coton. Les cours de la banane ont diminué de 14,7% pour s'établir à 1,4 \$/kg au deuxième trimestre 2024, en lien avec la baisse de la demande mondiale. En glissement annuel, ils ont régressé de 15,2%.

Les cours mondiaux du sucre se sont établis en moyenne à 0,4 \$/kg, en baisse de 13,7% par rapport au trimestre précédent. Ce recul est principalement imputable à une amélioration de l'offre mondiale due essentiellement à une production plus abondante que prévue en Inde et en Thaïlande. En glissement annuel, les cours du sucre ont régressé de 22,0%.

Les cours du coton régressent de 10,7%, passant de 2,14 \$/kg à 1,94 \$/kg, en raison principalement de l'augmentation de la production mondiale (avec la reprise de la production au Brésil, aux États-Unis et en Australie) conjuguée à la diminution de la demande (notamment en Chine et dans l'Union européenne). En glissement annuel, les cours du coton ont baissé de 7,7%.

Produits forestiers

Au deuxième trimestre 2024, l'indice des cours des produits forestiers connaît une baisse de 1,0% par rapport au trimestre précédent. Les cours des bois bruts enregistrent une baisse de 4,7%, passant de 200,5 \$/m³ à 191,1 \$/m³. Quant aux cours des bois sciés, ils baissent de 0,5% pour se situer à 688,0 \$/m³. En glissement annuel, l'indice des cours des produits forestiers enregistre une baisse de 1,2%. L'indice des cours des bois grumes recule de 12,0%, tandis que celui des bois sciés augmente de 0,8%.

Métaux et Minerais

Au cours du deuxième trimestre 2024, l'indice des cours des métaux et minerais progresse de 13,4% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement attribuable à la hausse des prix de l'aluminium (+14,5%) et du plomb (+4,3 %), atténuée par la baisse observée sur les prix du fer (-8,4 %). Cette remontée des prix des métaux résulte, entre autres, de la chute de la production de plusieurs sociétés minières, principalement en Amérique latine, mais surtout de la mise en place en mi-avril de sanctions américaines et britanniques sur certains métaux russes. En revanche, le prix du fer recule, en raison principalement du ralentissement de la production d'acier en Chine. En glissement annuel, l'indice des cours des métaux et minerais progresse de 10,8%.

Tableau 1 : Evolution des cours des matières premières exportés

Périodes	2 ^{ème} trim	1 ^{er} trim	2 ^{ème} trim	Variations	
	2023	2024	2024	(en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Produits énergétiques*	126,1	131,4	134,8	6,9	2,6
Pétrole brut (\$/baril)	78,4	83,0	84,6	7,9	1,9
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	11,3	8,7	10,0	-11,5	15,0
Produits non énergétique*	110,2	108,3	123,1	11,7	13,7
Produits agricoles*	148,2	148,1	220,2	48,6	48,6
Cacao (\$/Kg)	3,0	5,8	8,7	193,8	49,7
Coton brut (\$/kg)	2,07	2,14	1,91	-7,7	-10,7
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,3	1,6	1,7	25,4	7,0
Bananes (\$/kg)	1,6	1,6	1,4	-15,2	-14,7
Café (\$/kg)	3,4	3,8	4,6	34,3	20,2
Dont Café arabicas (\$/kg)	4,1	4,2	4,9	19,0	16,5
Café robusta (\$/kg)	2,7	3,4	4,3	57,5	24,7
Huile de palme (\$/tonne métrique)	844	846,4	851,2	0,9	0,6
Sucre (\$/kg)	0,6	0,5	0,4	-22,0	-13,7
Produits forestiers*	83,7	83,6	82,7	-1,2	-1,0
Bois sciés (\$/m3)	682,3	691,1	688,0	0,8	-0,5
Bois brut (grumes) (\$/m3)	217,02	200,5	191,1	-12,0	-4,7
Métaux et minerais*	120,4	117,6	133,4	10,8	13,4
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2262,5	2199,1	2518,5	11,3	14,5
Fer (\$/tonne métrique)	112	123,3	113	0,9	-8,4
Plomb sous forme brute (\$/tonne métrique)	2117,6	2075,6	2165,7	2,3	4,3
Indice global*	81,5	86,2	94,9	16,5	10,1

Sources : INSEE, MINFI *Indice (Base 2019)

Taux de change

Au deuxième trimestre 2024 et comparativement au trimestre précédent, le franc CFA se déprécie vis-à-vis des monnaies de nos principaux partenaires commerciaux. Cette dépréciation est principalement observée avec le dollar américain (+0,8%), la Livre sterling (+0,3%), le Rand Sud-africain (+2,6%) et le Yuan chinois (+0,1%). En revanche, on enregistre une appréciation du franc CFA vis-à-vis du Naira (-7%) et du Yen japonais (-3,8%). En glissement annuel, on note une dépréciation du franc CFA vis-à-vis du Dollar américain (+1,1%), du Livre sterling (+1,9%), du Rand Sud-africain (+1,7%) et une appréciation vis-à-vis du Naira (-40,6%), du Yen japonais (-10,8%) et du Yuan chinois (-2%).

Tableau 2 : Evolution du taux de change nominal vis-à-vis des principales devises

Périodes	2 ^{ème} trim 2023	1 ^{er} trim 2024	2 ^{ème} trim 2024	Variations (en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Dollar américain	601,6	603,49	608,3	1,1	0,8
Yen japonais	4,4	4,06	3,9	-10,8	-3,8
Livre sterling	753,4	765,28	767,9	1,9	0,3
Rand Sud-africain	32,2	31,95	32,8	1,7	2,6
Yuan chinois	85,7	83,95	84,0	-2,0	0,1
Naira	0,746	0,476	0,442	-40,6%	-7,0%

Source : MINFI

SECTEUR REEL

L'économie nationale reste marquée par la hausse du coût des intrants agricoles et de celui du carburant à la pompe, avec ses effets d'entraînement dans les autres secteurs. De l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances, au titre du deuxième trimestre 2024, il ressort que dans l'ensemble et comparativement au premier trimestre l'on enregistre une baisse du chiffre d'affaires global des entreprises (-2,2%) ; de la masse salariale (-1,8%) et des effectifs (-2,2%).

Sur les six premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires global des entreprises croît de 1,3%. Suivant les secteurs d'activités, le chiffre d'affaires progresse de 3,6% dans le secteur primaire et de 1,6% dans le secteur tertiaire. A l'inverse, le chiffre d'affaires baisse de 1,8% dans le secteur secondaire. Dans l'ensemble, les chefs d'entreprises estiment une hausse de 8,2% du chiffre d'affaires en 2024 par rapport à 2023.

Secteur primaire

Au deuxième trimestre 2024, le secteur primaire enregistre un accroissement de 1,2% de son chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à l'amélioration du prix d'achat aux planteurs, notamment ceux du cacao. Au premier semestre et en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur progresse de 3,6%. Au terme de l'année 2024, le chiffre d'affaires du secteur primaire croîtrait de 4,7% par rapport à 2023.

Huile de palme

Au deuxième trimestre 2024, la production de l'huile de palme brute baisse de 53,2% comparativement au premier trimestre, qui correspond à la période de grande production. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production augmente de 14,8%. Cette évolution est en lien avec l'amélioration de la production de la CDC et les investissements consentis dans la filière par la SOCAPALM.

Banane

La production de la banane d'exportation est en baisse de 17,4% par rapport au premier trimestre. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production progresse de 6,3%, du fait notamment de la poursuite de la restauration des plantations par la CDC et des performances du nouvel opérateur de la filière (Compagnie des bananes de Mondoni (CDBM), filiale de la société française « Compagnie fruitière de Marseille »).

Caoutchouc

La production de caoutchouc naturel croît de 25,8% par rapport au trimestre précédent, en raison des conditions climatiques favorables au deuxième. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production augmente de 9,3%. Cette évolution est liée aux conditions climatiques favorables et au rajeunissement des plantations.

Coton fibre

La production de coton fibre recule de 57,2% par rapport au premier trimestre qui correspond à la période de grande récolte. Au premier semestre et en glissement annuel, la production de coton fibre progresse de 6,5%.

Cacao

Au deuxième trimestre 2024 et comparativement au trimestre précédent, les exportations de cacao brut en fèves baissent de 93,8%, la campagne tirant à sa fin. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, les exportations de cacao brut en fèves progressent de 20,6%. Les problèmes de la filière demeurent, entre autres, les difficultés d'accès aux intrants et au matériel végétal, les changements climatiques avec l'apparition de nouvelles maladies et plus récemment l'accroissement du vol des cabosses dans les plantations du fait de la montée des prix.

Sylviculture et exploitation forestière

La production de grumes diminue de 33,8% par rapport au premier trimestre et de 54,9% en glissement annuel. Au premier semestre et comparativement à la même période de 2023, la production de grumes baisse de 75,2%. Ces évolutions sont en lien avec la volonté du Gouvernement de limiter les exportations de bois grume et d'encourager la première et la deuxième transformation du bois. Pour ce qui est des débités, la production progresse de 14,2% par rapport au trimestre précédent. Par contre, au premier semestre et en glissement annuel, la production baisse de 16,8% du fait de l'annulation de certaines commandes.

Secteur secondaire

Selon les chefs d'entreprises, le secteur secondaire continue de pâtir de la hausse des coûts de l'énergie, principalement de l'électricité, du gaz naturel et des carburants. Ils déplorent également l'insuffisance et l'état des infrastructures routières.

Le chiffre d'affaires du secteur secondaire baisse de 2,2% au deuxième trimestre, comparativement au trimestre précédent. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires recule de 1,8%, avec la contraction de l'activité dans les branches « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-7,2%), « fabrication des produits métallurgiques de base » (-13,2%), « fabrication de produits à base de céréales » (-15,8%), « industries du textile et de la confection » (-53,2%). Par contre, l'on enregistre une bonne dynamique dans la « production et distribution d'électricité » (+4,8%), la « production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche » (+6,7%), les « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+11,7) et les « industries du cacao, café, sucre et thé » (+5,4%).

Au deuxième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, l'activité recule dans les **industries agroalimentaires**, imputable notamment à la baisse de la production dans les branches « travail des grains et fabrication de produits amyliques » (-3,9%), « industries du cacao, café thé et sucre » (-26,8%) et « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (-6,7%). Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la dynamique de l'activité dans ce sous-secteur est tirée par l'accroissement de la production dans toutes les branches à l'exception de la branche « fabrication de produits à base de céréales (-15,8%). Par sous-branche, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande recule de 5,2%, comparativement au trimestre précédent, en lien avec la baisse des abattages. Au

premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production de viande augmente de 6,7%, attribuable notamment, à l'amélioration des conditions de nutrition des animaux et à la hausse des abattages notamment des bovins et des ovins. Au terme de l'année la production de viande croitrait de 0,9%.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production baisse de 3,9% au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, tirée par le recul de 3,0% de la production de farine. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production croît de 2,1% consécutivement à l'augmentation de 1,2% de la production de farine, en lien avec l'accroissement des capacités de production et la disponibilité du blé sur le marché international. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'activité dans la branche est projetée en hausse de 8,4%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production diminue de 26,8% au deuxième trimestre 2024 t, en lien avec la fin de la campagne de production de sucre. Sur les six premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 5,4%. Au terme de l'année, la production de la branche progresserait de 8,2%.

La production de **sucre** recule de 52,2% par rapport au premier trimestre 2024, en raison de la fin de la campagne de production. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, elle croît de 11,0%, du fait des investissements réalisés. Au terme de 2024, elle croitrait de 8,5%.

La production de **masse de cacao** progresse de 15,5% par rapport au trimestre précédent, attribuable à la hausse des commandes. Celle du **beurre de cacao** recule de 3,6%. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, les productions de masse de cacao et de beurre de cacao régressent respectivement de 0,2% et 0,5%. Les estimations de fin d'année tablent sur une baisse de 4,2% de la production de masse de cacao et une hausse de 15,6% de celle de beurre de cacao.

La production de **thé** croît de 72,0%, avec la reprise des pluies. Sur les six premiers mois de 2024, la production de thé bondit de 35,0% en glissement annuel, en lien avec les conditions climatiques favorables et le renforcement des effectifs des ouvriers dans les plantations.

Dans les « **Industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production baisse de 6,7% au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, imputable entre autres, au recul de la production des tourteaux. Par contre, la production des huiles raffinées augmente de 3,3%. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production de la sous-branche progresse de 11,7%, attribuable principalement à la hausse de 8,0% de la production des huiles raffinées et de 7,6% de la production de tourteaux. Au terme de l'année, la production dans la branche croitrait de 16,0%.

Dans la « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires progresse de 4,9%. Sur les six premiers mois de 2024 et en glissement annuel, elle recule de 2,9%, en lien avec la baisse de la demande notamment en provenance des pays voisins. Au terme de l'année, la production diminuerait de 2,9%.

La production dans les « **industries de boissons** » enregistre une hausse de 2,9%. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production dans la branche progresse de

5,0%, en raison notamment de la mise en service de nouvelles lignes de production et la construction de nouveaux centres de distribution. Au terme de l'année 2024, la production croîtrait de 1,8%.

Au deuxième trimestre 2024, l'évolution de la production dans les « **autres industries manufacturières** » est contrastée par rapport au trimestre précédent. La production augmente dans les « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (+7,6%), la « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+24,6%), la « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+2,3%). A contrario, elle baisse dans les « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-0,7%), la « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux, sauf machines et matériels » (-21,9%).

La production des « **autres industries manufacturières** » sur les six premiers mois de 2024, est caractérisée notamment par un recul dans les « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-7,2%), la « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux, sauf machines et matériels » (-13,2%) et les « industries du textile et de la confection » (-53,2%).

Les « **industries du textile et de la confection** » sont marquées par l'arrêt des activités de production de la CICAM qui continue de faire face aux difficultés techniques et financières. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production recule de 53,2%.

La production dans les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » baisse de 0,7% au deuxième trimestre 2024. De janvier à juin 2024 et en glissement annuel, elle recule de 7,2%, du fait de la baisse des commandes. Au terme de l'année, la production diminuerait de 5,0% par rapport à 2023.

Dans la « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production a plus que doublé, en lien avec la reprise des commandes chez certains opérateurs. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production recule de 27,4%. Cette filière continue de faire face aux difficultés financières et d'approvisionnement en matière première (pâte à papier). Au terme de l'année, la production baisserait de 43,1%.

Pour ce qui est des « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production y augmente de 7,6% au deuxième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, avec l'accroissement de la production des savons, des acides gras et du gaz médical. Au premier semestre 2024, et en glissement annuel, l'activité dans ce domaine recule de 21,0%, imputable notamment à la baisse de 33,2% de la production de savon, du fait de l'insuffisance de matière première. La production d'oxygène et d'acétylène baisse respectivement de 23,1% et 41,0% sur la période considérée. Celle de l'azote augmente de 9,1% sur la même période. Au terme de l'année, l'activité reculerait de 10,9%.

La « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** » croît de 24,6% au deuxième trimestre 2024 par rapport au premier trimestre, en lien principalement avec l'accroissement de 25,8% de la production de caoutchouc naturel. Au premier semestre 2024 et en glissement, l'activité progresse de 4,4% tirée par la hausse de 18,7% de la production d'HEVECAM. Au terme de l'année, la production progresserait de 8,6%.

Concernant la « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production croît de 2,3% au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, tirée par la production du ciment (+4,6%). Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production dans cette branche progresse de 1,6% tirée par la production de bouteilles en verre (+39,0%), avec la mise en service d'une nouvelle de ligne de production de verre. La baisse de la production du ciment de 4,6% a atténué cette progression. Au terme de l'année, la production de la branche progresserait de 4,0%.

Les activités dans la « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une baisse de 21,9% de la production par rapport au trimestre précédent, en lien avec les reculs de la production d'aluminium et des bandes d'aluminium de 37,0% et 11,0% respectivement. La production des tôles progresse de 36,7% mais, la quotité de la production locale d'aluminium allouée au marché local reste faible. Sur les six premiers mois de 2024 et en glissement annuel, l'activité de la branche recule de 13,2% du fait de la baisse des commandes. Au terme de l'année, la production dans la branche reculerait de 5,7%.

Dans la « **production et la distribution d'électricité** », l'activité recule de 3,6% au deuxième trimestre 2024 comparée au premier trimestre. Cette baisse s'explique par les effets cumulés du recul de la production des centrales hydroélectriques gérées par Eneo (Edea, Songloulou et Lagdo), ainsi que de celui de la production des centrales thermiques de Dibamba et Kribi. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, elle croît de 4,8% soutenue par la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar, ainsi que des deux premières turbines du barrage de Nacthigal. La croissance de la branche est projetée à 4,6% en 2024.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité est restée quasi-stable au deuxième trimestre 2024. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, la production progresse de 2,4%. Au terme de l'année, la croissance de la branche est projetée à 3,8%.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre au deuxième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, une baisse de 3,4% de son chiffre d'affaires. Au terme de l'année 2024, la croissance du secteur tertiaire est estimée à 4,5% après 3,9% en 2023. Par branche, les évolutions sont contrastées.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Commerce et réparations de véhicules** » baisse de 5,3% au deuxième trimestre 2024, en lien avec la persistance du niveau élevé des prix. Sur les six premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires reste stable à 0,2%. Au terme de l'année 2024, la croissance de la production de la branche est estimée à 3,5% après 2,9% en 2023.

Dans la branche « **Information et télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 2,3% et le nombre d'abonnés augmente de 2,8%. Sur les six premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 6,4%. Cette évolution est liée entre autres : (i) l'amélioration de la couverture réseau ; (ii) le maintien des campagnes de marketing sur des nouvelles offres de paiements effectués via mobile money exempts

de frais ; (iii) l'utilisation plus accrue des services internet et Mobile Money, ainsi que (iv) la multiplication des autres offres promotionnelles.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Hôtellerie et restauration** » s'accroît de 1,4%. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 4,9%, du fait des nouvelles politiques marketing mises en œuvre dans les hôtels et restaurants pour booster la fréquentation hôtelière. La croissance de la branche est estimée à 4,9% en 2024 après 4,8% en 2023.

Dans la branche « **Transport et entreposage** », le chiffre d'affaires reste quasi-stable. Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 2,4%, en lien notamment avec la hausse des prix des transports urbain et interurbain, ainsi que du fret maritime enregistré en février 2024.

Dans le **transport maritime**, le Port Autonome de Douala enregistre un chiffre d'affaires de 19,8 milliards, en baisse de 7,8% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est imputable au recul des chiffres d'affaires enregistrés sur le domaine, les concessions, les services de structure de transport et les divers. Le trafic global recule de 3%, tiré par la baisse de 14,7% du tonnage des marchandises à l'exportation. Le tonnage des marchandises à l'importation reste quasi-stable. Sur les six premiers mois de l'année, le trafic global des marchandises reste quasi-stable. Cette situation résulte de la hausse de 7,3% du tonnage des marchandises à l'exportation, et la baisse de 1,6% de celui à l'importation.

Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires progresse de 3,7%. L'accroissement du chiffre d'affaires est attribuable à celui du trafic marchandise (+3,7%) et du trafic voyageur (+8,3%). Sur la période janvier à juin 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 4,8%, en lien avec l'augmentation depuis le 19 février 2024, du tarif de transport sur les produits pétroliers, qui passe de 62,63 francs la tonne/kilomètre à 72,03 francs la tonne/kilomètre.

Dans le **transport aérien**, le chiffre d'affaires progresse de 13,2%, du fait de la hausse du nombre de passagers transportés. Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires recule de 23%, imputable à la baisse de 6,4% du tonnage des marchandises transportées du fait de l'annulation du nombre de rotation du transport des billets de banque dans la sous-région. Toutefois, le nombre de passagers transportés progresse de 4,9 %.

Tenant compte de ces évolutions et des développements de l'environnement économique international, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,8% en 2024 après 3,2% en 2023. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des activités dans le secteur non pétrolier, qui devrait croître de 4,1% après 3,6% en 2023. Par contre, l'activité dans le secteur pétrolier devrait connaître une contraction de 2,6% après celle de 2,1% enregistrée en 2023, en raison de la baisse de la production pétrolière et gazière.

La dynamique du secteur non pétrolier est attribuable aux bonnes performances observées dans les branches « Agriculture industrielle et d'exportation » (3,3% en 2024 après 1,1% en 2023), « Pêche et pisciculture » (4,1% après 1,6%), « Sylviculture et exploitation forestière » (4,3% après 3,7%), « Agriculture des produits vivriers » (1,9% après 1,1%). Les industries manufacturières devraient également bénéficier d'un meilleur approvisionnement en énergie électrique et de l'installation de nouvelles unités de production.

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements

Compte des transactions courantes

Au deuxième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du compte courant s'aggrave de près de 500,3 milliards et se situe à 592,6 milliards. Cette évolution résulte principalement de la détérioration des soldes des biens, des services et des revenus primaires. L'excédent des revenus secondaires s'améliore.

Le solde des biens passe d'un excédent de 41,2 milliards à un déficit de 406,0 milliards, résultant d'une baisse des recettes d'exportations fob (-237,4 milliards) et d'une hausse des dépenses d'importations fob (+209,8 milliards). La baisse des exportations s'observe principalement sur les ventes de cacao brut en fèves (-190,4 milliards), de gaz naturel liquéfié (-25,4 milliards), d'aluminium brut (-13,0 milliards). La hausse des importations est principalement tirée par celle des achats de produits et groupes de produits suivants : céréales (dont le riz (+92,2%)), carburants et lubrifiants (+13,7%), produits des industries chimiques (+13,5%), machines et appareils mécaniques ou électriques (+56,7%) et matériels de transport (+26,2%).

Tableau 3 : Balance des paiements (en milliards)

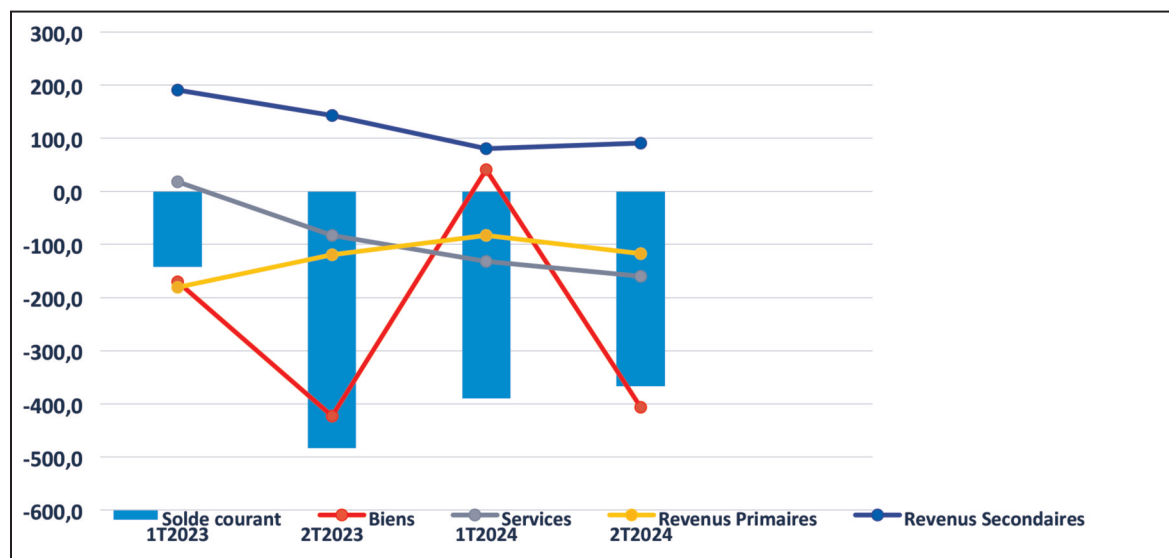
LIBELLES	2T2023	1T2024*	2T2024**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-483,2	-92,3	-592,6	-500,3	-109,4
1- Balance des biens	-423,5	41,2	-406,0	-447,2	17,5
2- Balance des services	-83,0	-131,7	-160,0	-28,3	-77,0
3- Balance des revenus primaires	-119,6	-82,3	-117,4	-35,0	2,3
4- Balance des revenus secondaires	143,0	80,6	90,8	10,3	-52,2
FINANCEMENTS EXTERIEURS	701,3	-8,9	597,9	606,8	-103,5
1- Secteur privé non bancaire	328,0	204,2	381,1	176,9	53,1
Investissements Directs Etrangers (IDE)	188,3	115,9	163,3	47,4	-25,0
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	-4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	143,7	88,3	217,8	129,6	74,1
2- Administration Publique	80,0	57,1	55,5	-1,6	-24,6
Dons projets (y compris C2D)	22,0	21,0	5,8	-15,2	-16,2
Tirages nets sur emprunt obligataire	39,3	0,0	0,0	0,0	-39,3
Tirages nets (hors obligations du trésor)	18,7	36,1	49,7	13,6	31,0
3-Banques créatrices de monnaie	293,3	-270,2	161,3	431,4	-132,0
III- ERREURS ET OMISSIONS	21,1	-13,4	4,7	18,1	-16,4
IV- SOLDE GLOBAL	239,2	-114,6	10,0	124,6	-229,2

Source : MINFI * Données mises à jour ; **Données provisoires

En glissement annuel, le déficit du compte courant s'aggrave de 109,4 milliards, en raison principalement du creusement du déficit des services d'une part, et de la réduction de l'excédent des revenus secondaires d'autre part. Les déficits de biens et des revenus primaires se réduisent.

La détérioration du déficit des services est consécutive à la dégradation des soldes des voyages et des autres services. En effet, le solde des voyages passe d'un excédent de 37,7 milliards à un déficit de 19,9 milliards. La détérioration des autres services est en lien avec la hausse des dépenses d'assistance technique aux entreprises (+18,9 milliards). Le déficit des revenus primaires se réduit de 2,3 milliards du fait essentiellement de la baisse des salaires versés aux non-résidents. L'excédent des revenus secondaires se réduit de 52,2 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI/DP

Financements extérieurs

Au deuxième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 597,9 milliards, contre des sorties nettes de 8,9 milliards. Cette évolution s'observe sur chacune des principales composantes.

En effet, le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 381,1 milliards, en hausse de 176,9 milliards. Elles sont constituées des flux d'investissements directs étrangers (163,3 milliards) et des tirages nets (217,8 milliards). De même, le secteur bancaire enregistre des entrées nettes de 161,3 milliards contre des sorties nettes de 270,2 milliards. Quant au secteur public, il enregistre des entrées nettes de 55,5 milliards, en baisse de 1,6 milliard, avec la diminution des dons projets.

En glissement annuel, les financements extérieurs nets diminuent de 103,5 milliards. Cette diminution résulte de la baisse des financements extérieurs nets de l'Administration publique (-24,6 milliards) et des banques créatrices de monnaie (-132,0 milliards) et de la hausse des financements extérieurs nets du secteur privé non bancaire (+53,1 milliards).

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2024 est excédentaire de 10,0 milliards contre un déficit de 114,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements extérieurs plus importante que celle du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global se réduit de 229,2 milliards.

Tableau 4 : Balance des paiements (en milliards)

LIBELLES	2T2023 (a)	1T2024* (b)	2T2024** (c)	Variations	
				(c)-(a)	(c)-(b)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-483,2	-92,3	-592,6	-109,4	-500,3
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-500,1	-106,8	-607,0	-106,9	-500,1
1- Balance des biens	-423,5	41,2	-406,0	17,5	-447,2
Exportations des biens FOB	846,4	1074,8	837,4	-9,0	-237,4
dont Exportations douanières FOB	662,0	847,0	662,8	0,8	-184,2
Importations des biens FOB	-1269,9	-1033,6	-1243,4	26,5	-209,8
dont Importations douanières CAF	-1349,2	-1097,5	-1313,9	35,2	-216,4
2- Balance des services	-83,0	-131,7	-160,0	-77,0	-28,3
Transports	-90,3	-76,0	-92,1	-1,8	-16,1
Assurances	-17,6	-12,4	-17,8	-0,2	-5,4
Voyages	37,7	-20,1	-19,9	-57,6	0,2
Autres services	-12,8	-23,2	-30,2	-17,4	-7,0
Dont Assistance technique et services divers	-31,2	-33,2	-50,1	-18,9	-16,8
3- Balance des revenus primaires	-119,6	-82,3	-117,4	2,3	-35,0
Recettes	25,8	31,1	31,1	5,3	0,1
Dépenses	-145,4	-113,4	-148,5	-3,1	-35,1
Rémunération des salariés	-10,6	-3,4	-4,1	6,6	-0,7
Investissements directs	-101,9	-40,1	-102,5	-0,6	-62,4
Investissements de portefeuille	-0,4	-0,6	0,0	0,4	0,6
Autres investissements	-32,5	-69,3	-41,9	27,3	-9,4
<i>Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur</i>	<i>-31,6</i>	<i>-66,0</i>	<i>-38,6</i>	27,5	-6,9
4- Balance des revenus secondaires	143,0	80,6	90,8	-52,2	10,3
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FIN.	701,3	-8,9	597,9	-103,5	606,8
1- Compte de Capital	30,6	30,1	12,1	-18,6	-18,0
Administrations publiques	22,0	21,0	5,8	-16,2	-15,2
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)				0,0	0,0
Autres secteurs	8,6	9,1	6,3	-2,4	-2,8
2- Compte d'opérations financières	670,7	-39,0	585,8	-84,9	624,8
Investissements Directs	188,3	115,9	163,3	-25,0	47,4
Sortant	26,5	-1,3	-0,4	-26,9	0,8
Investissements de portefeuille	32,3	76,5	0,0	-32,3	-76,5
Engagements (baisse -)	39,3	4,4	0,0	-39,3	-4,4
Autres Investissements	450,1	-231,4	422,5	-27,5	653,9
Administrations publiques	18,7	36,1	49,7	31,0	13,6
dont Engagements	18,7	36,1	49,7	31,0	13,6
- Tirages	109,8	231,0	171,1	61,2	-59,9
- Amortissements	-91,1	-194,9	-121,4	-30,3	73,5
Banques et Institutions financières	296,3	-346,7	161,3	-135,0	507,9
Avoirs (baisse +)	262,9	-6,5	19,3	-243,6	25,7
- Dépôts	231,4	-7,5	11,7	-219,6	19,2
- Autres avoirs	31,5	1,1	7,6	-24,0	6,5

LIBELLES	2T2023 (a)	1T2024* (b)	2T2024** (c)	Variations	
				(c)-(a)	(c)-(b)
Engagements (baisse -)	33,4	-340,2	142,0	108,6	482,2
-Dépôts	31,8	-299,0	-2,5	-34,3	296,5
-Autres Engagements	1,6	-41,2	144,5	143,0	185,7
Privé non bancaire	135,1	79,2	211,6	76,5	132,4
Avoirs (baisse +)	244,4	-34,5	222,5	-21,9	257,0
III- ERREURS ET OMISSIONS	21,1	-13,4	4,7	-16,4	18,1
IV- SOLDE GLOBAL	239,2	-114,6	10,0	-229,2	124,6
V- FINANCEMENT	-239,2	114,6	-10,0	229,2	-124,6

Source : MINFI * Données mises à jour ; ** Données provisoires

Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au deuxième trimestre 2024, la valeur globale des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre à 1 976,7 milliards, en hausse de 1,6% par rapport au trimestre précédent. Par contre, ces échanges diminuent de 1,7% en glissement annuel. Hors hydrocarbures, les échanges s'élèvent à 1 361,3 milliards, en hausse de 2,2% par rapport au trimestre précédent et de 5,7% en glissement annuel. Sur les six premiers mois de l'année 2024, les échanges commerciaux se situent à 3 921,2 milliards, en diminution de 2,5% par rapport à la même période de 2023. Hors hydrocarbures, ils s'établissent à 2 692,6 milliards et augmentent de 2,2%.

Balance commerciale : *aggravation du déficit*

Au deuxième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se creuse de 400,6 milliards pour se situer à 651,1 milliards. Cette évolution est imputable à la baisse de 184,2 milliards des exportations et la hausse de 216,4 milliards des importations. Le taux de couverture se dégrade de 26,8 points de pourcentage pour se situer à 50,4%. Hors hydrocarbures, la balance commerciale s'aggrave de 368,4 milliards et le taux de couverture se dégrade de 25,9 points. En glissement annuel, la balance commerciale s'améliore de 36,1 milliards et se situe à 651,1 milliards.

Sur l'ensemble du premier semestre 2024 et en glissement annuel, le déficit commercial se réduit de 265,1 milliards et s'établit à 901,6 milliards. Le taux de couverture s'améliore de 7,6 points pour se situer à 62,6%. Hors hydrocarbures, le déficit du solde commercial se réduit de 271,8 milliards et se chiffre à 1 171 milliards tandis que le taux de couverture s'accroît de 10,2 points et s'établit à 39,4%.

Tableau 5 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Périodes	2 ^{ème} trim. 2023	Jan-Juin 2023	1 ^{er} trim. 2024	2 ^{ème} trim. 2024	Jan-Juin 2024	Variations		
Libellés	a	b	c	d	e	d-c	d-a	e-b
Exportations	662,0	1 426,5	847,0	662,8	1 509,8	-184,2	0,8	83,3
Pétrole	297,0	562,7	247,6	269,9	517,5	22,2	-27,1	-45,3
Gaz	104,0	229,0	106,4	81,1	187,5	-25,4	-23,0	-41,5

Périodes	2 ^{ème} trim.	Jan-Juin	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	Jan-Juin	Variations		
	2023	2023	2024	2024	2024	d-c	d-a	e-b
Libellés	a	b	c	d	e			
Carburants et lubrifiants	6,3	39,2	27,9	16,1	44,0	-11,8	9,8	4,8
Hydrocarbures	407,3	831,0	382,0	367,0	749,0	-14,9	-40,3	-82,0
hors hydrocarbures	254,7	595,5	465,0	295,8	760,8	-169,3	41,1	165,3
Importations	1 349,2	2 593,2	1 097,5	1 313,9	2 411,4	216,4	-35,3	-181,8
Carburant et lubrifiant	309,0	526,2	211,2	240,0	451,2	28,8	-69,0	-75,0
Gaz	7,7	10,2	20,0	8,4	28,4	-11,5	0,8	18,2
Pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hydrocarbures	316,6	554,8	231,1	248,5	479,6	17,3	-68,2	-75,3
hors hydrocarbures	1 032,6	2 038,3	866,4	1 065,5	1 931,8	199,1	32,9	-106,5
Balance	-687,2	-1 166,7	-250,5	-651,1	-901,6	-400,6	36,1	265,1
hors hydrocarbures	-777,9	-1 442,8	-401,3	-769,7	-1 171,0	-368,4	8,2	271,8
Taux de couverture	49,1	55,0	77,2	50,4	62,6	-26,7	1,4	7,6
hors hydrocarbures	24,7	29,2	53,7	27,8	39,4	-25,9	3,1	10,2
Echanges globaux	2 011,2	4 019,7	1 944,5	1 976,7	3 921,2	32,2	-34,5	-98,4
hors hydrocarbures	1 287,2	2 633,9	1 331,4	1 361,3	2 692,6	29,9	74,0	58,8

Source : MINFI

Importations

Les importations de biens au deuxième trimestre 2024 se chiffrent à 1 313,9 milliards, en hausse de 216,4 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement attribuable à l'accroissement des achats des machines et appareils électriques (+55,1 milliards), du riz (+52,3 milliards), des machines et appareils mécaniques (+28,4 milliards), des véhicules automobiles et tracteurs (12,2 milliards), des clinkers (+8,4 milliards) et des produits pharmaceutiques (+8 milliards). Les achats de butane liquéfié et des huiles brutes ou raffinées baissent respectivement de 11,5 milliards et 8,6 milliards. Hors hydrocarbures, les importations progressent de 199,1 milliards pour se situer à 1 065,5 milliards. Les principaux produits importés sont essentiellement les carburants et lubrifiants (256,2 milliards, soit 18,3% du total), les machines et appareils mécaniques (9,8 milliards), le riz (8,3 milliards), les machines et appareils électriques (7,7 milliards), les véhicules automobiles et tracteurs (5,8 milliards) et, le froment (blé) et méteil (3,8 milliards). En glissement annuel, les importations de biens régressent de 35,2 milliards.

Sur l'ensemble des six premiers mois de l'année 2024, les importations diminuent de 181,8 milliards pour se situer à 2 411,4 milliards. Cette situation s'explique par la baisse des volumes importés (-1,4%) et celle des prix (-5,4%). Par ailleurs, cette évolution est essentiellement observée au niveau des achats des carburants et lubrifiants (-75 milliards), des fontes, fer, acier et leur ouvrages (-49,4 milliards), des poissons de mer congelés (-11,3 milliards), des produits pharmaceutiques (-3,2 milliards), des véhicules de tourisme (-9,8 milliards), des huiles brutes ou raffinées (-52 milliards), des clinkers (-8,1 milliards), des véhicules pour transport de marchandises (-12,8 milliards), et des engrais (-18,8 milliards). A contrario, l'on enregistre une hausse des achats des machines et appareils mécaniques (+16,8 milliards), des machines et appareils électriques (+25,2 milliards), du riz

(+39,6 milliards), du froment et méteil (+13 milliards), du sucre raffiné de cannes ou de betterave (+19,4 milliards). Hors hydrocarbures, les importations se réduisent de 106,5 milliards pour se situer à 1 931,8 milliards.

Les principaux produits importés sur la période sont les carburants et lubrifiants (18,7% du total), les machines et appareils mécaniques (9,5 %), le riz (6,9%), les machines et appareils électriques (6,1%), les véhicules automobiles, tracteurs (5,8%) et les poissons de mer congelés (3,6%).

Tableau 6 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards)

Périodes Libellés	2 ^{ème} trim. 2023		Jan-Juin 2023		1 ^{er} trim. 2024		2 ^{ème} trim. 2024		Jan-Juin 2024		Variations		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	d-c	d-a	e-b
	a		b		c		d		e				
Poissons de mer congelés	45,3	33,8	126,8	97,7	59,2	46,0	52,9	40,4	112,0	86,4	-5,6	6,5	-11,3
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	52,1	45,9	140,4	121,8	64,8	57,7	58,4	50,7	123,2	108,4	-7,0	4,8	-13,4
Céréales	391,3	104,9	827,1	220,0	439,0	109,7	566,5	159,6	1 005,6	269,4	49,9	54,7	49,4
Froment (blé) et méteil	190,2	40,8	396,0	87,1	267,0	49,9	282,9	50,2	549,9	100,1	0,4	9,5	13,0
Riz	183,4	60,0	401,9	126,3	149,8	56,8	283,2	109,1	433,0	165,9	52,3	49,1	39,6
Produits de la minoterie; malt	41,3	18,2	83,7	36,9	35,8	14,2	49,9	17,8	85,7	32,0	3,6	-0,4	-4,9
<i>Produits du règne végétal</i>	443,0	128,2	930,1	266,2	482,0	127,4	629,5	183,9	1 111,5	311,3	56,5	55,7	45,1
Huiles brutes ou raffinées	51,2	39,8	83,8	66,5	17,0	11,5	3,7	2,9	20,7	14,4	-8,6	-36,9	-52,0
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	53,8	41,6	88,6	69,9	20,1	13,5	5,9	4,4	26,0	17,9	-9,2	-37,2	-52,0
Sucres raffinés de canne ou de betterave	36,6	11,9	74,1	24,4	48,6	18,9	56,7	24,9	105,4	43,8	6,0	13,0	19,4
<i>Produits alimentaires industriels</i>	115,3	73,0	231,5	135,5	115,7	68,9	156,7	84,4	272,5	153,4	15,5	11,4	17,9
Clinkers	687,7	25,0	1 426,4	51,8	498,1	17,7	796,2	26,0	1 294,4	43,7	8,4	1,0	-8,1
Hydrocarbures	618,3	331,6	1 002,0	554,8	457,2	241,2	486,1	256,0	943,3	497,2	14,7	-75,7	-57,7
Huiles brutes de pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Carburants et lubrifiants	568,6	309,0	939,9	526,2	382,1	211,2	421,6	240,0	803,7	451,2	28,8	-69,0	-75,0
Butanes liquéfiés	16,5	7,7	22,4	10,2	48,1	20,0	20,6	8,4	68,8	28,4	-11,5	0,8	18,2
<i>Produits minéraux</i>	1 457,6	363,2	2 787,9	621,5	1 147,9	266,3	1 432,5	289,1	2 580,4	555,4	22,7	-74,1	-66,2
Produits pharmaceutiques	7,1	47,0	15,6	89,3	8,2	39,1	8,5	47,1	16,6	86,2	8,0	0,0	-3,2
Engrais	101,2	30,8	181,2	58,9	79,2	21,1	66,4	19,0	145,6	40,1	-2,2	-11,9	-18,8
Produits chimiques divers	16,4	44,9	29,7	80,5	11,2	27,5	15,6	33,0	26,8	60,5	5,5	-11,9	-20,0
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	10,6	34,7	17,9	60,3	6,9	21,2	10,8	27,6	17,7	48,7	6,4	-7,1	-11,6
<i>Produits des industries chimiques</i>	205,3	165,4	401,6	321,9	179,9	128,7	182,1	146,0	362,0	274,6	17,3	-19,4	-47,3
Matières plastiques	45,5	41,5	86,9	80,5	46,5	38,8	46,6	38,9	93,1	77,7	0,2	-2,5	-2,8
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	56,2	54,1	105,8	103,1	55,8	48,9	56,8	50,8	112,6	99,8	1,9	-3,3	-3,3
Fonte, fer et acier	112,9	77,5	169,3	118,3	83,3	38,8	86,1	37,4	169,3	76,2	-1,4	-40,1	-42,0
Ouvrages en fonte, fer et acier	19,6	32,9	33,0	54,2	17,9	20,7	19,6	26,0	37,5	46,7	5,3	-6,9	-7,4
<i>Métaux communs et leurs ouvrages</i>	141,4	125,3	217,3	197,1	109,4	72,7	115,4	81,3	224,8	154,0	8,6	-44,0	-43,1
Machines et appareils mécaniques	32,3	106,5	64,0	213,2	34,0	100,8	34,7	129,2	68,7	230,0	28,4	22,7	16,8
Machines et appareils électriques	16,3	55,3	31,9	122,7	15,9	46,4	18,9	101,5	34,7	147,9	55,1	46,2	25,2
Appareils pour la téléphonie	0,5	10,5	1,0	22,1	0,5	8,3	1,2	37,7	1,8	46,0	29,4	27,2	23,9
<i>Machines et app. mécan. ou électriques</i>	48,6	161,9	95,9	335,9	49,8	147,2	53,6	230,7	103,4	377,9	83,5	68,8	42,0
Véhicules et matériels pour voies ferrées	2,2	1,0	3,0	3,0	1,1	2,2	1,9	1,8	3,0	4,0	-0,4	0,8	1,0
Véhicules automobiles; tracteurs	42,0	74,9	86,7	177,4	41,6	63,9	41,4	76,1	83,0	140,0	12,2	1,2	-37,4
<i>Véhicules de tourisme</i>	0,0	27,0	0,0	60,2	0,0	27,9	0,0	22,6	0,0	50,4	-5,3	-4,5	-9,8
<i>Véhicules pour transport marchandises</i>	0,0	24,1	0,0	48,4	0,0	15,1	0,0	20,4	0,0	35,5	5,4	-3,6	-12,8

Périodes	2 ^{ème} trim. 2023		Jan-Juin 2023		1 ^{er} trim. 2024		2 ^{ème} trim. 2024		Jan-Juin 2024		Variations		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V			
Libellés	a		b		c		d		e		d-c	d-a	e-b
<i>Matériel de transport</i>	44,3	90,3	89,8	195,9	42,9	66,7	43,4	84,2	86,2	150,9	17,5	-6,1	-44,9
<i>Total importations</i>		1 349,2		2 593,2		1 097,5		313,9		2 411,4	216,4	-35,2	-181,8

Source : MINFI

Exportations

Au deuxième trimestre 2024, les exportations de biens se chiffrent à 662,8 milliards, en baisse de 184,2 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est principalement imputable à la réduction des ventes de cacao brut en fèves (-190,4 milliards), de gaz naturel liquéfié (-25,4 milliards), d'aluminium brut (-13 milliards) et de carburants et lubrifiants (-11,8 milliards). A l'inverse, l'on observe un accroissement des ventes d'huiles brutes de pétrole (+22,2 milliards), de coton brut (+8,7 milliards), de bois brut (+7 milliards) et de bois sciés (+ 6,6 milliards). Hors hydrocarbures, les ventes diminuent de 169,3 milliards pour s'établir à 295,8 milliards. Les principaux produits exportés sont les huiles brutes de pétrole (40,7% du total des exportations), le gaz naturel liquéfié (12,2%), le coton brut (8,3%), les bois sciés (6,8%) et la pâte de cacao (5,7%). En glissement annuel, les exportations de biens sont quasi stables mais hors hydrocarbures, ils progressent de 41,1 milliards.

Sur les six premiers mois de l'année 2024, les exportations s'accroissent de 83,3 milliards pour se situer à 1 509,8 milliards. Cette évolution est consécutive au renchérissement des prix et à l'augmentation des volumes exportés de certaines matières premières. Hors hydrocarbures, les exportations augmentent de 165,3 milliards pour s'établir à 760,8 milliards. L'accroissement des exportations au premier semestre 2024 est principalement tiré par la hausse des ventes de cacao brut en fèves (137,8 milliards), de coton brut (22,9 milliards), et de la pâte de cacao (35,4 milliards). Cet accroissement est freiné par la baisse d'huiles brutes de pétrole (-45,3 milliards), de gaz naturel liquéfié (-41,5 milliards), de bois sciés (-14,2 milliards) et de bois brut (-7,1 milliards). Les principaux produits exportés sont les huiles brutes de pétrole (34,3% du total), le cacao brut en fèves (15,6%), le gaz naturel liquéfié (12,4%), le coton brut (6,7%), les bois sciés (5,5%) et de la pâte de cacao (5,2%).

Tableau 7 : Evolution des principaux produits exportés (Q en millions de tonnes et V en milliards)

Périodes	2 ^{ème} trim. 2023		Jan-Juin 2023		1 ^{er} trim. 2024		2 ^{ème} trim. 2024		Jan-Juin 2024		Variations		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	d-c	d-a	e-b
Libellés	a		b		c		d		e				
Bananes (y compris plantains)	51,4	7,7	102,0	15,3	53,3	7,7	54,4	8,2	107,7	15,9	0,6	0,5	0,6
Huile de palme	0,4	0,5	0,9	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,5	-1,2
Cacao brut en fèves	0,5	0,9	67,4	98,5	76,5	213,3	4,7	22,9	81,3	236,2	-190,4	22,0	137,8
Pâte de cacao	9,5	17,2	23,8	42,7	15,0	40,1	11,5	38,0	26,5	78,1	-2,1	20,8	35,4
Beurre de cacao	6,6	14,4	14,5	31,0	7,1	20,8	5,5	20,0	12,6	40,8	-0,8	5,6	9,8
Huiles brutes de pétrole	853,9	297,0	567,7	562,7	739,8	247,6	789,4	269,9	1 529,1	517,5	22,2	-27,1	-45,3
Carburants et lubrifiants	10,5	6,3	100,1	39,2	53,1	27,9	26,6	16,1	79,8	44,0	-11,8	9,8	4,8
Gaz naturel liquéfié	367,5	104,0	726,2	229,0	382,0	106,4	276,2	81,1	658,2	187,5	-25,4	-23,0	-41,5
Savons de ménage en morceaux	18,5	14,4	36,6	28,7	13,8	10,6	13,8	11,1	27,6	21,7	0,5	-3,3	-7,0
Caoutchouc brut	9,4	6,8	17,9	13,2	12,1	9,1	9,3	7,8	21,4	16,8	-1,3	1,0	3,6
Bois et ouvrages en bois	358,4	80,3	683,6	145,5	262,1	52,9	365,5	67,9	627,6	120,8	15,0	-12,4	-24,7
Bois brut (grumes)	0,2	19,0	0,3	34,3	0,1	10,1	0,2	17,1	0,3	27,3	7,0	-1,9	-7,1
Bois sciés	0,3	53,4	0,5	97,1	0,2	38,1	0,2	44,7	0,4	82,9	6,6	-8,6	-14,2
Coton brut	29,3	34,0	69,9	79,0	40,6	46,6	46,0	55,3	86,6	101,9	8,7	21,2	22,9
Aluminium brut	10,7	13,9	19,0	23,0	11,3	13,7	1,5	0,6	12,8	14,3	-13,0	-13,3	-8,7
Tôles en aluminium	0,5	1,1	1,5	3,4	0,7	1,5	0,5	1,0	1,2	2,5	-0,5	-0,1	-0,9
Total général des exportations		662,0		1 426,5		847,0		662,8		1509,8	-184,2	0,8	83,3

Source : MINFI

FINANCES PUBLIQUES

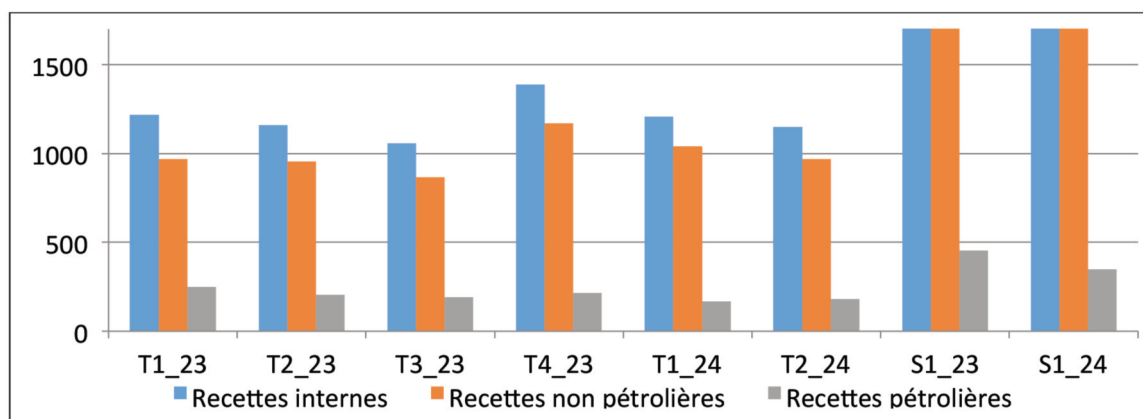
L'exécution du budget de l'Etat au deuxième trimestre et au terme du premier semestre 2024, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2023, fait apparaître une baisse générale des ressources et des dépenses.

Ressources budgétaires : *baisse générale*

Les ressources budgétaires totales recouvrées au cours du **deuxième trimestre 2024** s'élèvent à 1 397,9 milliards, en baisse de 6,5 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 150,9 milliards de recettes internes et 247 milliards d'emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes diminuent de 0,8%, essentiellement du fait de la baisse des recettes pétrolières. En effet, ces dernières diminuent de 22,6 milliards pour se chiffrer à 181,6 milliards, résultante de la diminution de 25 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières, lequel se situe à 43,7 milliards, et de l'accroissement de 2,4 milliards de la redevance SNH qui s'élève à 137,9 milliards.

Graphique 2 : Evolution des recettes budgétaires internes et leurs composantes (en milliards)



Source : MINFI

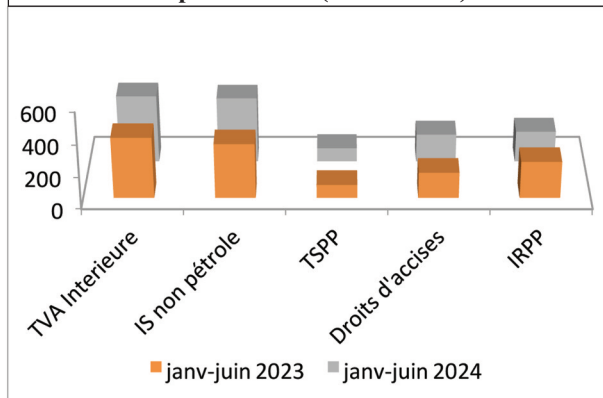
Les recettes non pétrolières s'établissent à 969,3 milliards, en hausse de 12,9 milliards. Cette hausse est tirée par les recettes fiscales dont l'évolution des principales rubriques se présente comme suit : les recettes des impôts et taxes sont en hausse de 25,5 milliards et se situent à 636,7 milliards; les recettes douanières progressent de 9,5 milliards et s'élèvent à 264 milliards. Quant aux recettes non fiscales, elles diminuent de 22 milliards pour se situer à 68,6 milliards.

Les emprunts et dons mobilisés au cours du deuxième trimestre 2024, à hauteur de 247 milliards, sont en hausse de 3,2 milliards en rythme annuel. Ils sont constitués de 87,1 milliards de prêts projets ; 5,8 milliards de dons ; 26,2 milliards d'appuis budgétaires ; 107,5 milliards d'émissions nettes de titres publics nets ; et 20,3 milliards d'autres emprunts.

Au terme du premier semestre 2024, les ressources budgétaires totales mobilisées s'élèvent à 2 901,7 milliards, en diminution de 146 milliards par rapport au premier semestre 2023. Cette diminution s'observe tant sur les recettes internes que sur les emprunts et dons.

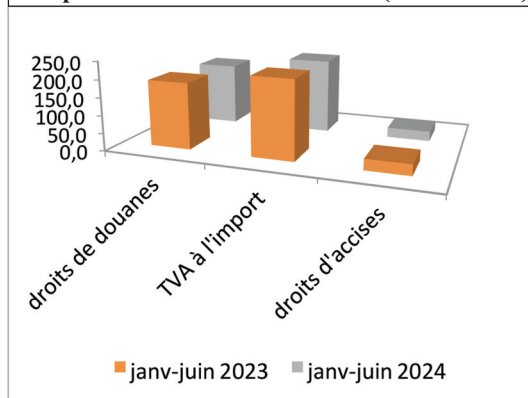
Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 2 358,4 milliards, en baisse de 19,4 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse s'observe sur les recettes pétrolières et sur les recettes non fiscales.

Graphique 3 : Evolution des principales composantes recettes des impôts et taxes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Graphique 4 : Evolution des principales composantes recettes douanières (en milliards)



Source : MINFI/DP

Les recettes pétrolières se chiffrent à 348,9 milliards, en diminution de 104,4 milliards par rapport à fin juin 2023. Suivant ses deux composantes, l'on enregistre une baisse de 86 milliards de la redevance pétrolière SNH et de 18,4 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières passent de 1 924,5 milliards à fin juin 2023 à 2 009,4 milliards à fin juin 2024, soit une progression de 84,9 milliards. Cette progression résulte de l'augmentation des recettes fiscales de 90,5 milliards, conjuguée à la baisse de 5,6 milliards des recettes non fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 1 404,7 milliards contre 1 311,8 milliards au premier semestre 2023, soit une hausse de 92,9 milliards. Cette hausse résulte essentiellement de celle de : l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+64 milliards) ; la TVA (+37,5 milliards) ; les droits d'accises (+13,2 milliards) ; des droits d'enregistrement et du timbre (+3,7 milliards) ; de la TSPP (+2,9 milliards). Par contre, l'IRPP diminue de 36,1 milliards.

Les recettes douanières se chiffrent à 479,3 milliards contre 481,8 milliards à fin juin 2023, soit une baisse de 2,5 milliards, imputable principalement à la diminution des droits de douane à l'importation (-8,8 milliards) ; de la TVA à l'importation (-8,4 milliards) ; des droits d'accises à l'importation (-3,1 milliards). A contrario, les droits de sortie sont en hausse de 9,2 milliards.

Les recettes non fiscales régressent de 5,6 milliards et s'établissent à 125,3 milliards.

Les emprunts et dons sont de 543,3 milliards contre 669,9 milliards au premier semestre 2023, soit une diminution de 126,6 milliards. Cette évolution résulte de la baisse des

tirages au titre des prêts projets (-160 milliards) ; des dons (-34,9 milliards) ; des appuis budgétaires (-19,7 milliards) ; de l'émission des titres publics nets (-26,6 milliards), atténuée par la hausse des tirages sur les autres emprunts (+114,7 milliards).

Tableau 8 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards)

RUBRIQUE DES RECETTES	2 ^{ème} trim. 2023	2 ^{ème} trim. 2024	Janv-juin. 2023	Janv-juin. 2024	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
A-RECETTE BUDGT. INTERNES	1 160,6	1 150,9	2 377,8	2 358,4	-0,8	-0,8	-9,7	-19,4
I-Recettes pétrolières	204,2	181,6	453,3	348,9	-11,1	-23,0	-22,6	-104,4
1-Redevance SNH	135,5	137,9	351,3	265,3	1,7	-24,5	2,4	-86,0
2- IS pétrole	68,6	43,7	102,0	83,6	-36,4	-18,0	-25,0	-18,4
II- Recettes non pétrolières	956,4	969,3	1 924,5	2 009,4	1,4	4,4	12,9	84,9
1- Recettes fiscales	865,8	900,7	1 793,6	1 884,1	4,0	5,0	34,9	90,5
a- Recettes des impôts et taxes	611,2	636,7	1 311,8	1 404,7	4,2	7,1	25,5	92,9
dont -IRPP	217,5	98,3	226,8	190,7	-54,8	-15,9	-119,2	-36,1
-TVA	186,7	218,4	377,5	415,0	17,0	9,9	31,7	37,5
-IS non pétrole	95,0	127,0	338,2	402,2	33,7	18,9	32,0	64,0
-Droits d'accises	78,7	84,3	159,2	172,4	7,1	8,3	5,6	13,2
- Droits d'enreg..et timbre	51,9	38,1	83,1	86,8	-26,6	4,5	-13,8	3,7
- TSPP	41,6	41,4	81,5	84,4	-0,7	3,5	-0,3	2,9
b- Recettes douanières	254,5	264,0	481,8	479,3	3,7	-0,5	9,5	-2,5
dont - droits de douane à l'import.	95,9	97,2	187,6	178,8	1,4	-4,7	1,3	-8,8
-TVA import.+Dts d'ac./import	118,1	120,8	221,3	212,9	2,2	-3,8	2,7	-8,4
- Droits d'accises import.	16,6	15,1	30,8	27,7	-8,8	-9,9	-1,5	-3,1
- Droits de sortie	13,0	15,3	24,2	33,4	17,9	38,2	2,3	9,2
2- Recettes non fiscales	90,6	68,6	130,9	125,3	-24,3	-4,3	-22,0	-5,6
B- EMPRUNTS ET DONNS	243,8	247,0	669,9	543,3	1,3	-18,9	3,2	-126,6
- Prêts projets	109,8	87,1	343,6	183,6	-20,7	-46,6	-22,7	-160,0
- Dons	22,0	5,8	61,7	26,8	-73,7	-56,6	-16,2	-34,9
- Appuis budgétaires	0,0	26,2	45,9	26,2		-42,9	26,2	-19,7
- Emission des titres publics nets	111,9	107,5	181,8	155,2	-3,9	-14,6	-4,4	-26,6
- Autres emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0,0	20,3	36,8	151,5		311,1	20,3	114,7
TOTAL RECETTES BUDGET.	1 404,4	1 397,9	3 047,7	2 901,7	-0,5	-4,8	-6,5	-146,0

Source : MINFI/DP

Dépenses publiques : baisse générale

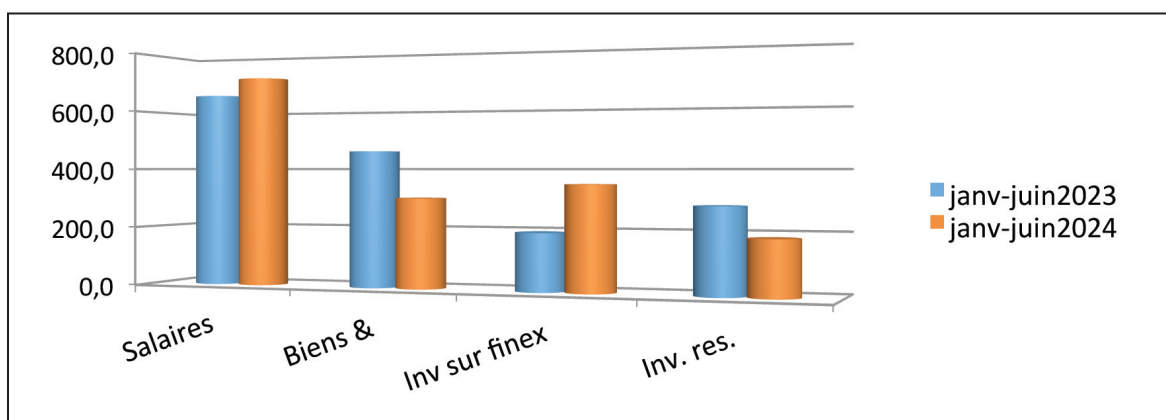
Au cours du deuxième trimestre 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 1 399,1 milliards, en diminution de 26,3% par rapport au deuxième trimestre 2023. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 780,8 milliards, en baisse de 31%. Par composante, les dépenses du personnel augmentent de 25 milliards pour se situer à 363,5 milliards ; celles de biens et services reculent de 154 milliards et se chiffrent à 213,3 milliards, les transferts et pensions régressent de 221,5 milliards pour s'établir à 204 milliards.

Les dépenses d'investissement régressent de 28,9% et s'élèvent à 215,3 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures diminuent de 5,6% pour se situer à 87,7 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'établissent à 109,9 milliards, en baisse de 47,6%. Les dépenses de restructuration et réhabilitation qui étaient nulles au deuxième trimestre 2023, sont de 17,7 milliards.

Le service de la dette publique est de 323,6 milliards, en diminution de 86,2 milliards. Le service de la dette extérieure est de 159,5 milliards, dont 121,4 milliards d’amortissement et 38,2 milliards d’intérêts. Celui de la dette intérieure se chiffre à 164,1 milliards, dont 45,8 milliards d’intérêts ; 20,8 milliards d’amortissements ; 12,6 milliards de remboursement de crédits TVA ; 84,9 milliards de paiements d’arriérés des exercices 2023 et antérieurs.

Sur l’ensemble de six premiers mois de l’année 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s’élèvent à 3 058,6 milliards contre 3 349,8 milliards au cours de la même période en 2023, soit une baisse de 291,2 milliards. Cette baisse s’observe sur toutes les rubriques.

Graphique 5 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)

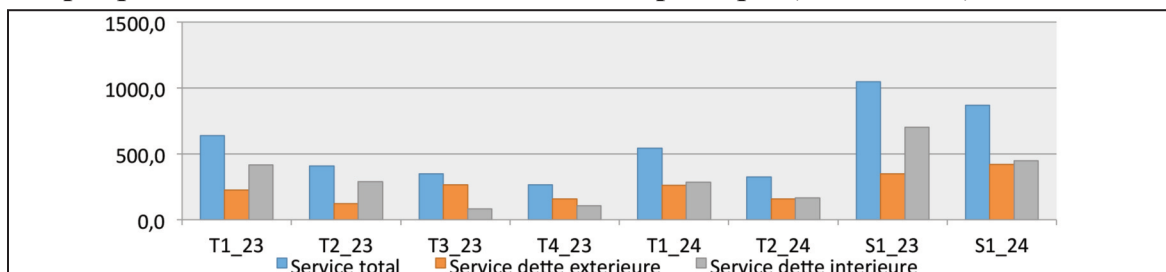


Source : MINFI

Les dépenses courantes hors intérêts régressent de 220,4 milliards et se situent à 1 498,3 milliards. Par principale composante, les dépenses de personnel s’accroissent de 8,9% et se situent à 712,9 milliards ; les dépenses de biens et services sont en baisse de 34,2% et s’élèvent à 302,3 milliards. Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 483,1 milliards, en baisse de 20%.

Les dépenses d’investissement se chiffrent à 552,9 milliards contre 486 milliards au premier semestre 2023, soit une hausse de 67 milliards. Les dépenses d’investissement sur ressources propres s’élèvent à 184,6 milliards, en diminution de 99,8 milliards. Les dépenses d’investissement sur financements extérieurs sont de 350,6 milliards, en hausse de 157,5 milliards. Les dépenses de restructuration se chiffrent à 17,8 milliards contre 8,5 milliards au premier semestre 2024 2023.

Graphique 6 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI

Le service effectif de la dette publique s'élève à 868,1 milliards, en diminution de 180 milliards (-17,2%). Il comprend 420,5 milliards de dette extérieure et 447,7 milliards de dette intérieure. Le service effectif de la dette extérieure est en augmentation de 73,5 milliards (+21,2%) en glissement annuel. Il comprend 104,2 milliards d'intérêts et 316,3 milliards de principal.

Tableau 9 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

	2 ^{ème} trim. 2023	2 ^{ème} trim. 2024	janv-juin 2023	janv-juin 2024	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
I- Dépenses courantes	1 131,2	780,8	1 718,7	1 498,3	-31,0	-12,8	-350,4	-220,4
Dép. personnel	338,5	363,5	654,8	712,9	7,4	8,9	25,0	58,0
Dépenses de Biens & Services	367,2	213,3	459,8	302,3	-41,9	-34,2	-154,0	-157,4
Transferts et pensions	425,4	204,0	604,1	483,1	-52,1	-20,0	-221,5	-121,0
II- Dépenses des investissements	302,7	215,3	486,0	552,9	-28,9	13,8	-87,4	67,0
Sur financements extérieurs	92,9	87,7	193,1	350,6	-5,6	81,6	-5,2	157,5
Sur ressource propres.	209,8	109,9	284,4	184,6	-47,6	-35,1	-99,9	-99,8
Dépenses de restructurations	0,0	17,7	8,5	17,8	-	109,4	17,7	9,3
III- Dépenses diverses à régulariser	54,6	62,9	97,0	133,1	15,1	37,2	8,3	36,1
IV- Prêts nets (Prêts-Remboursements)	0,0	16,6	0,0	6,1	-	-	16,6	6,1
V- Service de la dette publique	409,8	323,6	1048,1	868,1	-21,0	-17,2	-86,2	-180,0
Dette extérieure	122,7	159,5	347,0	420,5	30,0	21,2	36,8	73,5
Intérêts	31,6	38,2	83,2	104,2	20,7	25,2	6,5	20,9
Principal	91,1	121,4	263,7	316,3	33,2	19,9	30,3	52,6
Dette intérieure	287,1	164,1	701,2	447,7	-42,9	-36,2	-123,0	-253,5
dont - Intérêts	50,0	45,8	73,2	66,7	-8,5	-8,9	-4,2	-6,5
- amortissement du principal	61,4	20,8	148,1	35,0	-66,1	-76,4	-40,6	-113,1
- remboursement crédits TVA	24,0	12,6	31,0	17,7	-47,7	-42,9	-11,4	-13,3
- arrières intérieurs	151,7	84,9	448,8	328,2	-44,0	-26,9	-66,8	-120,6
TOTAL DEPENSES BUDGET.	1 898,3	1 399,1	3 349,8	3 058,6	-26,3	-8,7	-499,2	-291,2

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du premier semestre de l'exercice 2024, le stock des arriérés de paiement se réduit de 10,9 milliards. Cette réduction est la résultante des paiements de 328,2 milliards effectués sur les arriérés des exercices précédents et antérieurs et de l'accumulation de 317,3 milliards d'instances nouvelles de l'exercice 2024.

Les opérations de l'Etat, reflétant les recettes et dons mobilisés et les dépenses exécutées, dégagent un solde global base ordonnancements excédentaire de 208 milliards. Le solde primaire base ordonnancements s'établit à 379,3 milliards et, le solde primaire non pétrolier à 30,4 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'améliore de 328,3 milliards à fin juin 2024, résultant d'une amélioration de la position vis-à-vis de la BEAC (138,2 milliards), du FMI (5,9 milliards), de la position vis-à-vis des banques commerciales de (184,2 milliards).

Tableau 10 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDE BUDGETAIRE	Fin juin 2023	Fin juin 2024
<i>SOLDE PRIMAIRE GLOBAL (NET*)</i>	261,1	379,3
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-192,2	30,4
SOLDE GLOBAL (NET*)	164,2	208,0

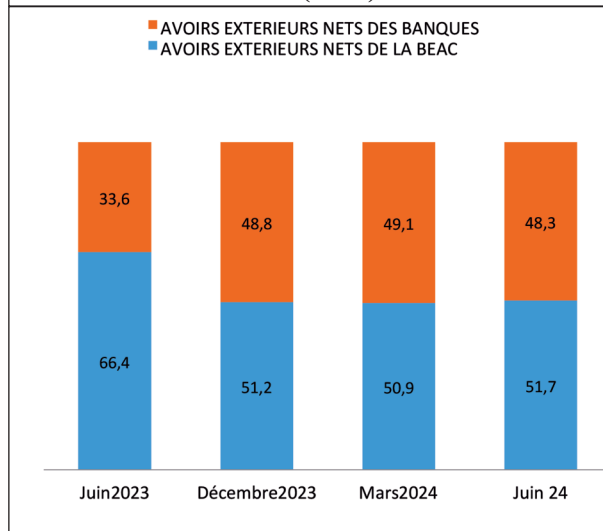
Source : MINFI *Hors remboursement crédits TVA

SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2024, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 10 533,9 milliards. Elle est stable par rapport à fin mars 2024. Cette stabilité cache néanmoins des évolutions contrastées : renforcement des crédits à l'économie, baisse des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur l'Etat. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 7,0%.

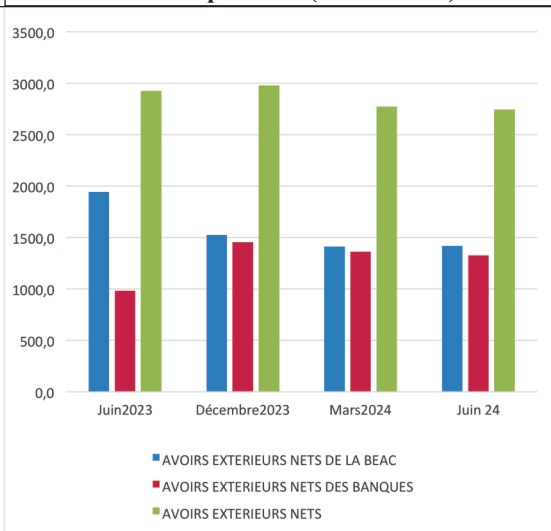
Les avoirs extérieurs nets diminuent de 1,0% par rapport à mars 2024 pour s'établir à 2744,8 milliards, consécutivement à la baisse des avoirs extérieurs nets des banques créatrices de monnaie (-2,7%) et d'une hausse de 0,6% des avoirs extérieurs nets de la BEAC (+0,6%). La baisse des avoirs extérieurs nets des banques est consécutive à la diminution de la valeur des titres de placement des banques commerciales.

Graphique 7 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)



Sources: MINFI/BEAC

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources: MINFI/BEAC

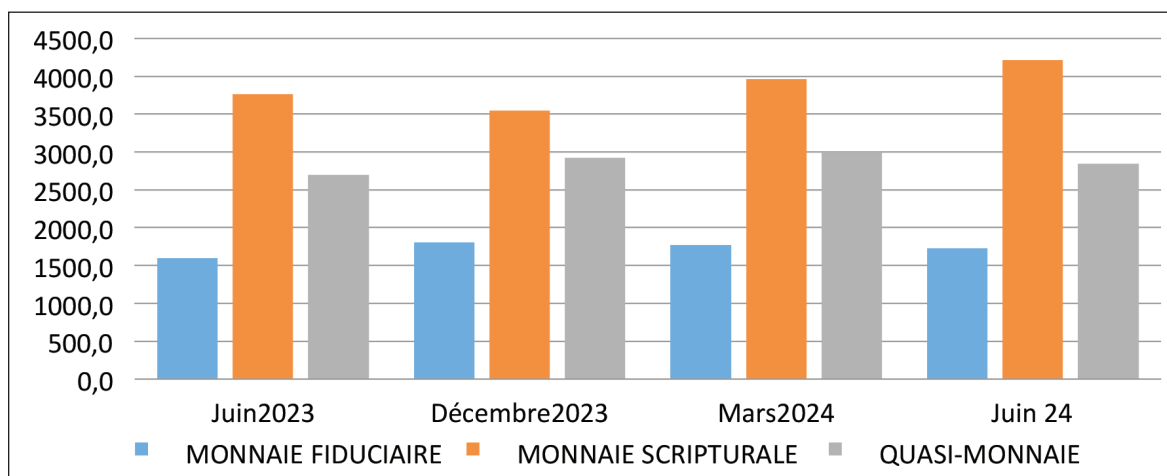
A fin juin 2024, le crédit intérieur se situe à 7 789,1 milliards, en hausse de 0,4% par rapport à fin mars 2024. Cette évolution résulte de la progression des crédits à l'économie (+5,5%) et de la baisse des créances nettes sur l'Etat (-12,0%).

Les créances nettes sur l'Etat passent de 2 252,3 milliards à fin mars 2024 à 1 982,3 milliards à fin juin 2024. La Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, se contracte de 200,5 milliards pour se situer à 2005,4 milliards. Cette baisse est consécutive à celle des dépôts du Gouvernement à la BEAC et à la diminution des concours des banques au Gouvernement. La PNG vis-à-vis de la BEAC passe de 207,9 milliards à fin mars 2024 à 148,6 milliards à fin juin 2024. De même, la PNG vis-à-vis des banques baisse, passant de 813,4 milliards à fin mars 2024 à 679,5 milliards à fin juin 2024, en lien avec la réduction des souscriptions par les banques aux émissions des titres publics. La PNG vis-à-vis du FMI reste quasi stable à 1 177,3 milliards à fin juin 2024, alimentée par les appuis budgétaires.

Les crédits à l'économie augmentent de 5,5% après 9,6% à fin mars 2024. En valeur absolue, ils augmentent de 301,5 milliards après 471,5 milliards à fin mars 2024. Cette évolution est tirée par les crédits au secteur privé non financier qui progressent de 5,2%, ainsi que par les crédits aux entreprises publiques (+7,3%) La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (52,1%). La part des crédits à moyen terme se situe à 45,0% et celle des crédits à long terme à 2,9%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 0,5% pour s'établir à 8 779,0 milliards à fin juin 2024. Elle est composée de 19,7% de monnaie fiduciaire ; 48,0% de monnaie scripturale et 32,3% de quasi-monnaie.

Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI/BEAC

A fin juin 2024, et par rapport à la même date de 2023, la situation monétaire progresse de 7,0%. Elle enregistre une hausse des crédits à l'économie (+20,2%), et une baisse des créances nettes sur l'Etat (-4,9%) et des avoirs extérieurs nets (-6,1%). La baisse des avoirs extérieurs nets est tirée par celle des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-26,9%). La masse monétaire croît de 9,0%.

La PNG croît de 1,1% consécutivement à la hausse de la PNG vis-à-vis la BEAC du FMI et des banques. Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier (+21,0%) et les crédits aux entreprises publiques (+8,7%).

Tableau 11 : Situation monétaire large à fin juin 2024 (en milliards de FCFA)

	Juin-2023	Déc-2023	Mar-2024	Juin-2024	Variations (en %)	
	a	b	c	d	d/c	d/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE	9 841,2	10 265,7	10 530,8	10 533,9	0,0	7,0
Avoirs extérieurs nets	2 924,3	2 979,0	2 773,2	2 744,8	-1,0	-6,1
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 942,8	1 525,7	1 411,1	1 419,5	0,6	-26,9
dont : Compte d'opérations	2 536,3	2 134,9	1 962,5	1 920,5	-2,1	-24,3
Avoirs en devises	709,7	734,0	795,0	862,7	8,5	21,6
Recours aux Crédits FMI	803,3	870,7	861,0	853,1	-0,9	6,2
Avoirs extérieurs nets des BCM	981,6	1 453,3	1 362,1	1 325,4	-2,7	35,0
Crédit intérieur (a+b)	6 916,9	7 286,7	7 757,5	7 789,1	0,4	12,6
Créances Nettes sur L'ETAT (a)	2 084,5	2 262,9	2 252,3	1 982,3	-12,0	-4,9
Position Nette du Gouvernement	1 982,9	2 371,6	2 205,9	2 005,4	-9,1	1,1
Autres Créances Nettes sur l'Etat	101,6	-59,1	46,3	-23,1	-149,8	-122,7
Créances sur l'économie (b)	4 832,3	5 023,8	5 505,3	5 806,8	5,5	20,2
Institutions bancaires en liquidation	0,0	0,0	0,0	0,3	1 870,6	3 622,2
Autres Institutions Bancaires Non Eligibles Au Refinancement de la BEAC	5,3	11,5	12,0	14,6	21,4	177,5
Institutions Financières Non Bancaires	21,7	12,0	36,2	40,1	10,6	84,6
Entreprises Publiques Non Financières	514,0	486,5	520,8	558,8	7,3	8,7
Secteur Privé Non Financier	4 291,4	4 513,9	4 936,2	5 193,0	5,2	21,0
	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	9 841,2	10 265,7	10 530,8	10 533,9	0,0	7,0
Monnaie fiduciaire	1 594,5	1 802,3	1 773,2	1 726,1	-2,7	8,3
Monnaie scripturale	3 760,7	3 548,4	3 963,6	4 210,9	6,2	12,0
BEAC	4,2	2,6	3,6	4,5	22,5	6,9
Banques créatrices de monnaie	3 720,1	3 516,1	3 933,7	4 181,8	6,3	12,4
Autres Institutions Bancaires Eligibles au Refinancement de la BEAC	32,9	26,2	26,2	24,6	-6,2	-25,3
Centre des chèques postaux (CCP)	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0!	-100,0
Disponibilités monétaires	5 355,2	5 350,7	5 736,8	5 936,9	3,5	10,9
Quasi-Monnaie	2 695,5	2 919,1	2 997,0	2 842,1	-5,2	5,4
Banques créatrices de monnaie	2 661,8	2 884,4	2 962,3	2 804,9	-5,3	5,4
Autres Institutions bancaires éligibles au Refinancement de la BEAC	33,7	34,7	34,7	37,2	7,1	10,3
Disponibilités Monétaires et Quasi-Monétaires	8 050,7	8 269,8	8 733,8	8 779,0	0,5	9,0
Autres Postes Nets	1 790,5	1 995,9	1 797,0	1 754,9	-2,3	-2,0

Source : BEAC

SECTEUR BANCAIRE

A fin juin 2024 et par rapport à fin mars 2024, le secteur bancaire se caractérise par : (i) la baisse du bilan consolidé des banques ; (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'intermédiation et l'inclusion financière.

Bilan consolidé des banques

A fin juin 2024, le bilan consolidé de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et en emplois à 11 923,0 milliards, en baisse de 2,2% par rapport à fin mars 2024. En glissement annuel, le bilan progresse de 17,0%.

Dépôts de la clientèle

A fin juin 2024 et par rapport à fin mars 2024, les dépôts augmentent de 3,3% et se chiffrent à

7 922,7 milliards. Cette hausse est principalement tirée par les dépôts des Sociétés non financières privées (+14,9%), des Administrations centrale (+14,7%) et locale (+16,4%), et des particuliers (+0,5%). A l'inverse, l'on enregistre une baisse des dépôts des entreprises publiques diminuent (-12,5%), des entreprises individuelles (-9,3%), et de l'administration de sécurité sociale (-2,1%).

Tableau 12 : Dépôts par type de clientèle (en milliards)

Libellés	Jun	Déc.	Mars	Jun	Variations		Poids à fin Juin 2024 (%)
	2024	2023	2024	2024	en (%)		
	a	b	c	d	d/c	d/a	
Administr. Publiques Centrales	581,9	607,9	538,3	617,4	14,7	6,1	7,8
Administr. Publiques Locales	35,8	47,2	56,2	65,5	16,4	82,9	0,8
Administrations de Sécu. Sociale	98,3	156,6	119,9	117,4	-2,1	19,4	1,5
Institutions sans but lucratif au Service des ménages	40,1	64,6	64,6	54,2	-16,1	34,9	0,7
Sociétés non financières publiques	593,3	595,9	717,8	628,0	-12,5	5,9	7,9
Autres Sociétés non Fin.	2 243,5	2 569,4	2 241,3	2 574,3	14,9	14,7	32,5
Sociétés d'Assurance et de Capitalisation	145,5	182,8	153,2	152,0	-0,8	4,4	1,9
Auxiliaires Financiers	27,3	37,3	39,6	25,4	-35,8	-6,8	0,3
Entreprises individuelles	262,7	289,6	463,8	420,7	-9,3	60,2	5,3
Particuliers	2 763,8	2 729,1	2 766,7	2 781,1	0,5	0,6	35,1
Divers	453,1	443,2	506,3	486,7	-3,9	7,4	6,1
TOTAL	7 245,3	7 723,6	7 667,7	7 922,7	3,3	9,3	100,0

Source : BEAC

Par nature, les dépôts à terme baissent de 14,6%. Par contre, les dépôts à vue et les dépôts à régimes spéciaux (bons de caisse) progressent, respectivement de 6,5% et 2,8%.

Les dépôts à vue demeurent les plus prépondérants, avec 82,6% de l'ensemble. Ils sont suivis des dépôts à terme (11,7%) et des bons de caisse (5,7%).

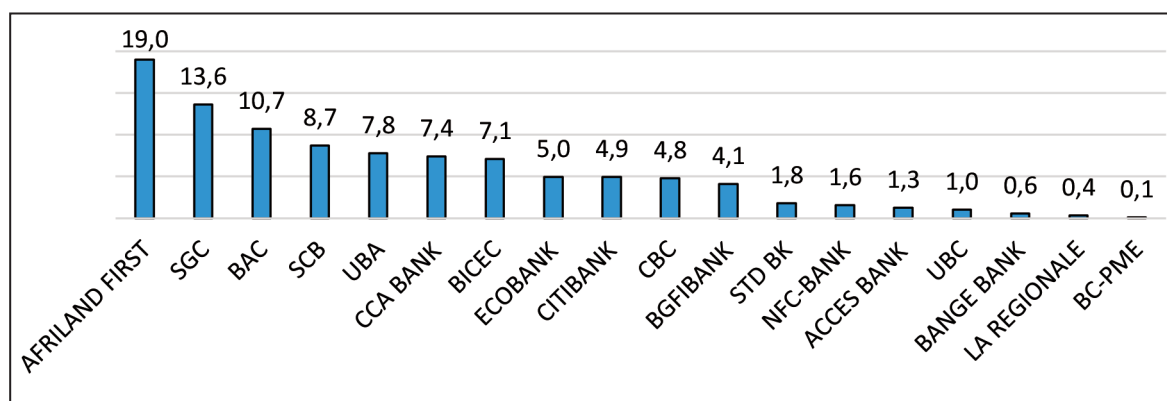
Tableau 13 : Dépôts par nature de la clientèle (en milliards)

Libellés	Jun 2024	Déc 2023	Mars 2024	Jun 2024	Variations en %		Poids au juin 2024
	a	b	c	d	d/c	d/a	(en %)
Dépôts à régimes spéciaux	448,9	409,5	435,9	448,3	2,8	-0,1	5,7
Dépôts à terme	923,3	1 217,3	1 085,7	926,9	-14,6	0,4	11,7
Dépôts à vue	5 871,9	6 096,7	61 46,1	6 547,5	6,5	11,5	82,6
TOTAL	7 244	7 723,5	7 667,7	7 922,7	3,3	9,4	100,0

Source : BEAC

S'agissant des parts de marché, Afriland First Bank garde la première place sur 18 banques qui opèrent effectivement sur le marché camerounais, avec 19,0% des dépôts. Elle est suivie par la SGC (13,6%), la BAC (10,7%), la SCB (8,7%), l'UBA (7,8%), la CCA BANK (7,4%), la BICEC (7,1%), ECOBANK (5,0%), CITIBANK (4,9%), la CBC (4,8%) et la BGFIBANK (4,1%). En glissement annuel, les dépôts progressent de 9,3%, tirés par les sociétés non financières privées, les entreprises individuelles et l'Administration centrale.

Graphique 10 : Répartition des Dépôts du marché bancaire à fin décembre 2023 (en %)



Source : MINFI/DP

Encours des crédits

A fin juin 2024 et par rapport à fin mars, les crédits bancaires sont en hausse de 3,9% et se chiffrent à 5 606,7 milliards. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation des crédits aux sociétés non financières publiques (+2,4%), aux autres sociétés non financières, notamment les sociétés privées (+4,7%), aux entreprises individuelles (+14%) et aux particuliers (+3,8%). Le pourcentage de refinancement se situe à 6,77% à la BEAC et de 3,22% au marché interbancaire.

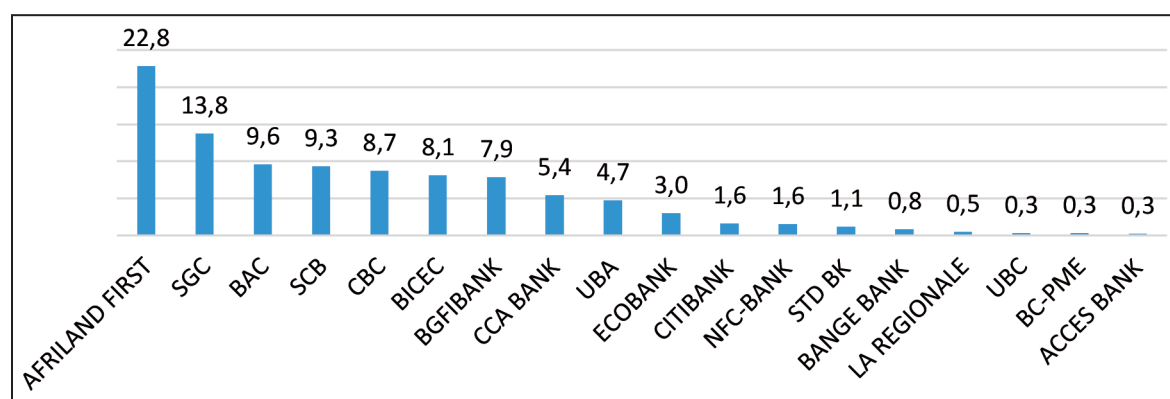
Tableau 14 : Crédits par type de clientèle (en milliards)

	Jun 2024	Déc 2023	Mars 2024	Jun 2024	Variations		Poids à fin Juin 2024
	a	b	c	d	d/c	d/a	
Administrations Publiques Centrales	251,2	182,5	153,4	153,1	-0,2	-39,1	2,7
Administrations Publiques Locales	11,1	9,4	7,1	6,6	-7,1	-40,7	0,1
Administrations de Sécurité Sociale	4,9	5,5	5,6	5,8	4,3	18,2	0,1
Institutions sans but Lucratif au Service des Ménages	37,2	33,5	109,4	104,4	-4,6	180,6	1,9
Sociétés non Financières Publiques	683,3	670,4	616,5	631,2	2,4	-7,6	11,3
Autres Sociétés non Financières	2 838,4	3 066,4	3 040,6	3 182,0	4,7	12,1	56,8
Sociétés d'Assurance et de Capital	2,4	2,6	3,2	3,2	0,5	32,1	0,1
Auxiliaires Financiers	3,0	4,0	4,6	5,7	25,1	90,3	0,1
Entreprises individuelles	161,8	239,3	188,9	215,4	14,0	33,1	3,8
Particuliers	1 055,2	1 162,6	1 240,5	1 287,4	3,8	22,0	23,0
Divers	11,5	28,2	26,7	12,1	54,7	5,2	0,2
TOTAL	5 060,0	5 404,3	5 396,3	5 606,7	3,9	10,8	100,0

Source : BEAC

En termes de part de marché, Afriland First Bank conserve la première place avec 22,8% de l'ensemble des crédits accordés. Elle est suivie par la SGC (13,8%), la BAC (9,6%), la SCB (9,3%), la CBC (8,7%), la BICEC (8,1%), la BGFIBANK (7,9%), la CCA BANK (5,4%), et ECOBANK (4,7%).

Graphique 11 : Part de marché basée sur les crédits



Source : MINFI/DP

Par maturité, les crédits à court terme représentent 29,2% du total des encours ; ceux à moyen terme

46,3% et ceux à long terme 2,3%. Les créances brutes en souffrance représentent en moyenne 13,8% de l'encours de crédit et les comptes débiteurs de la clientèle 8,4%. Toutefois, il existe de grandes disparités d'une banque à l'autre.

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 87,6% à fin juin 2024, contre 85,2% à fin mars 2023. Le nombre total de comptes bancaires est de 3 779 196, en baisse de 337 754 par rapport à mars 2024, du fait de l'apurement des comptes inactifs.

En glissement annuel, l'encours des crédits augmente de 10,8%. Cette progression est attribuable aux crédits octroyés aux particuliers, aux entreprises privées, aux entreprises individuelles, et aux sociétés d'assurance

Le taux de créances brutes en souffrance passe de 16,1% à fin juin 2023 à 13,8% à fin juin 2024. Le taux de bancarisation au sens large de la population active se stabilise à 53,4%.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts s'améliore, passant de 66,6% en juin 2023 à 70,7% en juin 2024. Le ratio de transformation des dépôts en crédits à long et moyen terme se stabilise à 34%.

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Hausse des prix à la consommation finale des ménages

Au deuxième trimestre 2024 et par rapport au premier trimestre 2024, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 1,7%. Cette hausse s'observe principalement sur les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,4%) et les coûts des transports (+4,8%). Les prix sont restés quasi stables pour les services d'« enseignement », de « santé », de « communication » et de « loisirs et culture ».

L'augmentation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est consécutive à celle des prix des « poissons et fruits de mer » (+4,7%), des « pains et céréales » (+3,9%), des « légumes » (+3,2%) et des « fruits » (+1,9%). A l'inverse, l'on a noté une des prix des postes « huiles et graisse » (-2,9%) et « sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie » (-1,2%). L'accroissement des prix des services de transport découle principalement de celui des coûts de transport routier des passagers (+9,2%).

Suivant l'origine des produits, les prix des produits locaux croissent de 1,9% et ceux des produits importés de 1,4%. Sur le plan spatial, le niveau des prix est en hausse dans tous les chefs-lieux de région. Avec un taux de 5,2%, l'inflation à Maroua est au-dessus du seuil communautaire.

Tableau 15 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	2 ^e trim. 2023	1 ^{er} trim. 2024	2 ^e trim. 2024	1 ^{er} Sem. 2023	1 ^{er} Sem. 2024	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)	(c)/(a)	(e)/(d)
Evolution suivant les fonctions de consommation									
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	31,8	109,8	113,0	115,8	108,4	114,4	2,4	5,4	5,5
Boissons alcoolisées et tabacs	1,4	103,7	104,7	105,8	102,8	105,3	1,1	2,1	2,4
Articles d'habillement et chaussures	9,8	104,2	106,3	106,7	103,4	106,5	0,3	2,4	3,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	12,9	103,1	105,3	106,6	102,6	106,0	1,2	3,4	3,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,1	107,3	108,5	109,2	106,5	108,8	0,6	1,8	2,2
Santé	4,8	100,8	101,2	101,4	100,7	101,3	0,2	0,6	0,6
Transports	11,3	116,0	124,1	130,0	112,3	127,1	4,8	12,1	13,2
Communication	4,6	100,4	100,4	100,5	100,4	100,5	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	3,4	101,5	102,6	102,5	101,4	102,6	-0,1	1,0	1,2
Enseignement	3,1	102,3	104,5	104,5	102,3	104,5	0,0	2,2	2,2
Restaurants et hôtels	6,7	104,9	106,2	106,7	104,4	106,5	0,4	1,7	2,0
Biens et services divers	5,2	105,1	106,9	107,5	104,6	107,2	0,5	2,3	2,5
Indice Général	100	107,1	110,0	111,8	105,9	110,9	1,7	4,4	4,7
Evolution suivant les groupes									
Produits locaux		107,9	110,7	112,8	106,6	111,7	1,9	4,6	4,8
Produits importés		105,5	108,0	109,5	104,7	108,8	1,4	3,8	3,9

Postes de dépenses	Poids	2 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	1 ^{er} Sem.	1 ^{er} Sem.	Variations (en %)		
		2023	2024	2024	2023	2024	(c)/(b)	(c)/(a)	(e)/(d)
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)			
Evolution suivant les différentes régions									
Yaoundé		107,4	109,6	111,5	106,1	110,6	1,8	3,9	4,2
Douala		107,2	110,8	112,5	106,1	111,6	1,5	4,9	5,2
Maroua		107,0	109,9	115,6	105,4	112,8	5,2	8,0	6,9
Bafoussam		106,4	110,0	112,2	105,9	111,1	2,0	5,4	5,0
Buea		106,8	109,8	111,4	105,7	110,6	1,5	4,3	4,6
Garoua		106,1	108,4	109,5	105,6	109,0	1,1	3,2	3,2
Ebolowa		107,0	110,0	112,0	106,1	111,0	1,8	4,7	4,7
Ngaoundéré		107,5	110,9	111,2	105,9	111,0	0,2	3,4	4,8
Bertoua		108,5	111,6	111,7	106,6	111,6	0,1	3,0	4,7
Bamenda		105,8	107,5	108,2	105,2	107,9	0,7	2,2	2,5

Sources : INS, MINFI

Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, l'inflation est de 4,7%. Cette évolution est en grande partie due à l'augmentation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,5%) et du coût des « transports » (+13,2%). La progression des produits alimentaires et boissons non alcoolisées est principalement tirée par celle des prix des « légumes » (+15,2%), des « laits, fromage et œufs » (+4,2%), des « pains et céréales » (+4,0%), des « poissons et fruits de mers » (+3,7%). Par contre, le prix des « huiles et graisses » recule de 8,3%. En ce qui concerne les prix des services de transports, leur hausse découle notamment de la hausse des prix du transport routier de passager (+16,3%).

Sur l'ensemble de l'année 2024, l'inflation est estimée à 5,0% après 7,4% en 2023. Cette décélération est liée entre autres aux mesures de soutien à la consommation des ménages prises par le gouvernement, notamment le relèvement des salaires et des allocations familiales. Cependant, les effets induits des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient sur l'économie nationale continuent de maintenir les tensions inflationnistes.

Mises à la consommation des produits pétroliers avals

Au deuxième trimestre 2024, les quantités de produits pétroliers blancs mises à la consommation reculent de 1,1% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse de la demande. Par produit, on enregistre des baisses des mises à la consommation du super (-3,3%), du pétrole lampant (-4,5%) et du jet A1 (-4,3%). Par contre, les quantités mises à la consommation de gasoil augmentent de 1,1%. Pour ce qui est des produits lourds, la consommation de fuel 180 augmente de 42,0%, en lien avec la demande des industriels qui éprouvent des difficultés à s'approvisionner en énergie électrique et en gaz naturel.

Sur les six premiers mois de 2024 et en glissement annuel, les mises à la consommation des produits blancs progressent de 5,0%, tirées par celles du gasoil (+7,2%), du pétrole lampant (+29,5%) et du super (+0,5%). Les mises à la consommation de Jet A1 reculent de 0,4%. Quant aux produits lourds, l'on note une progression de 10,0% des mises à la consommation de fuel 180.

Tableaux 16 : Mises à la consommation des produits pétroliers (en milliers de litres)

Rubriques	1SEM2023	1T2024	2T2024	1SEM2024	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(c/b)	(d/a)
Produits blancs	1 056 329	557 293	551 358	1 108 652	-1,1	5,0
dont Super	409 270	209 210	202 219	411 429	-3,3	0,5
Pétrole lampant	34 614	22 920	21 889	44 809	-4,5	29,5
Jet A1	53 131	27 037	25 886	52 922	-4,3	-0,4
Gasoil	559 314	298 127	301 364	599 491	1,1	7,2
Fuel 180	23 831	10 836	15 384	26 220	42,0	10,0

Source : CSPH

Offre de gaz domestique

Au deuxième trimestre 2024, la production de gaz domestique (GPL) chute de 30,7% par rapport au premier trimestre 2024, en lien avec la baisse de l'activité de production à la SNH. Cette situation induit un recul de 2,0% du volume des approvisionnements. Les importations de gaz domestique progressent de 3,6%. Le volume de GPL mis à la consommation augmente de 4,2%.

Au premier semestre 2024 et en glissement annuel, les approvisionnements en GPL progressent de 4,3%, tirés par l'accroissement de 8,9% des quantités importées, la production nationale reculant de 17,0%. Quant aux mises à la consommation, elles augmentent de 9,7%.

Tableau 17 : Offre de gaz domestique (en tonnes métriques)

Gaz domestique	1SEM 2023	1T 2024	2T 2024	1SEM 2024	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(c/b)	(d/a)
Production	18 261	8 951	6 200	15 151	-30,7	-17,0
Importations	86 512	46 257	47 918	94 175	3,6	8,9
Total approvisionnement	104 773	55 208	54 118	109 326	-2,0	4,3
Mises à la consommation	81 858	43 947	45 812	89 759	4,2	9,7

Source : CSPH

Informations socioéconomiques

Dans le cadre de la politique gouvernementale de lutte contre la vie chère, les prix des bidons d'huile raffinée de 20 litres et de 25 litres ont connu une baisse en début du mois d'avril 2024, suite à une entente entre différents acteurs de la filière des oléagineux. Ainsi, le prix du bidon de 20 litres passe de 25 500 francs à 22 000 francs et celui du bidon de 25 litres passe de 31 000 francs à 27 000 francs.

Le Gouvernement a accordé un abattement de 10% sur la valeur imposable, pour toute importation de pneus neufs pour une période de 6 mois, renouvelable à compter du mois d'avril 2024. Cette mesure vient compléter la panoplie des dispositions prises pour accompagner la dernière hausse des prix des carburants à la pompe.

Une voie fluviomaritime a été inaugurée le 26 avril 2024, entre Malabo (Guinée Equatoriale) et le Port autonome de Douala. Cette voie permet désormais le transport des personnes et des biens entre les deux villes, au prix de 120 mille francs pour un aller-retour et 80 mille francs pour un aller simple.

Un atelier de formation, sur l'utilisation des farines mixtes dans la panification, a été organisé du 22 au 26 avril 2024, à la CCIMA (Yaoundé). Il s'est agi pour la CCIMA en collaboration avec l'université de Ngaoundéré, d'organiser la formation des boulangers sur la fabrication du pain en utilisant la farine composée de 70% de blé et de 30% de manioc.

Dans le cadre de la protection des traditions culinaires, le Gouvernement s'est engagé dans le processus de labellisation du « Ndolé » auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi). Il s'agit d'une démarche qui vise à standardiser, à codifier et à certifier le « Ndolé » afin de garder son authenticité.

Le barrage hydroélectrique de Nachtigal a été partiellement mis en service le 10 Mai 2024, avec l'injection dans le réseau interconnecté sud, des premiers 60 MW déjà disponibles. A fin juin 2024, une autre turbine a été mise en service, portant la production d'énergie à 120 MW.

La compagnie aérienne nationale Camair-co, vole depuis le 7 juin 2024, dessert de nouvelles destinations à l'international. Des vols inauguraux vers Brazzaville et Pointe noire au Congo, puis Cotonou au Benin, ont eu lieu les 7 et 8 juin 2024.

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul,

Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE,

Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel,

Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique :

MOHAMADOU AMINOU,

Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédaction et relecture :

- NANA Jacques Barnabé,	Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;
- LELE TAGNE Berlin,	Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie,	Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric,	Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian,	Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;
- FORGWEI Festus NYOWEKE,	Chef de Service des Affaires Générales ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDOUMBE LOBE Benoit,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- MOUTHE Joseph,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- BENGONO ASSOMO,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- TONYE Jacques,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- ZOA Marc,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE	Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TCHINDA Christine,	Chargé d'Etudes Assistant ;

- AKOULA Christian,	Cadre ;
- WAKAM Ignace,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- BEYINA EDZANA Yves Pantaleon,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO Epse ONANA René Carole,	Chargé d'Etudes Assistant ;
- TANKEU B Darlin,	Cadre ;
- METSAMA Martin,	Cadre ;
- HAMADOU DAOUDA,	Cadre ;
- NJI FIFEN NGANGUE H,	Cadre ;
- TABI MVE Guy Stéphane,	Cadre ;
- DONGMO GAPGHO Boris,	Cadre.
- NGUEMA Laurent,	Cadre.

